75 BtB 1934 - 2009
Bureau de la traduction | Translation Bureau

VOLUME 6 4

DÉCEMBRE/DECEMBER 2009

L'Actualité langagière | Language Update

- L'évolution de la formation en terminologie / Changes to terminology training over the years
- « ajouter l'insulte à l'injure »
- New questions from the inbox
- Les centres de jurilinguistique au Canada / Canada's jurilinguistic centres
- L'inversion dans l'incise
- Le sous-titrage vocal / Voicewriting
- Le courriel : bénédiction et malédiction / Email: At once a blessing and a curse
- Les Nations Unies
- Sobre algunos problemas de terminología en el campo de la seguridad social
- From *book crossing* to *wikis*
- Don't throw in the towel! / Ne jetez pas l'éponge!

***L'Actualité langagière* est aussi en ligne! Rendez-vous à btb.gc.ca/lactualitelangagiere**
***Language Update* is also available online! Visit btb.gc.ca/languageupdate**

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada | Public Works and Government Services Canada

Canada

Nos collaborateurs
Our Contributors

Directeur/Director
Gabriel Huard, trad. a

Rédactrice en chef/Editor-in-Chief
Denise Cyr, trad. a

Rédacteur en chef adjoint/
Assistant Editor-in-Chief
Jacques Desrosiers

Comité de lecture/
Review Committee
Cathryn Arnold
Jean-Sylvain Dubé
Shirley Hoskin
Normand Lemieux
Frédelin Leroux fils
Emmanuelle Samson
Rafael Solis

Conception graphique/
Graphic Design
kaboom.ca

L'Actualité langagière est publiée quatre fois l'an par le Bureau de la traduction, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
btb.gc.ca

Language Update is published four times a year by the Translation Bureau, Public Works and Government Services Canada.
btb.gc.ca

ISSN 1712-0061

François Blais a travaillé pendant 19 ans dans les services de traduction juridique du Bureau de la traduction avant de devenir directeur du Centre de traduction et de documentation juridiques à l'Université d'Ottawa. / **François Blais** worked for 19 years in the Translation Bureau's legal translation services before becoming director of the Centre for Legal Translation and Documentation at the University of Ottawa.

Jean Delisle, trad. a., term. a., diplômé de la Sorbonne Nouvelle (Paris III), est professeur émérite de l'Université d'Ottawa, où il a enseigné de 1974 à 2007. Auteur ou coauteur d'une vingtaine d'ouvrages, il a été traduit dans une quinzaine de langues. Ses champs de recherche sont l'histoire et l'enseignement de la traduction. / **Jean Delisle**, C. Tr. C. Term., a graduate of Sorbonne Nouvelle (Paris III) University, is an emeritus professor at the University of Ottawa, where he taught from 1974 to 2007. He is the author or co-author of some 20 books, which have been translated into about 15 languages. His research areas are history and teaching of translation.

Jacques Desrosiers, rédacteur en chef adjoint de *L'Actualité langagière*, est évaluateur au Bureau de la traduction, où il prépare des examens et évalue des textes de tout genre. Il a coordonné la dernière édition du *Guide du rédacteur*. / **Jacques Desrosiers**, assistant editor-in-chief of *Language Update*, is an evaluator with the Translation Bureau, where he prepares exams and evaluates a large variety of texts. He was principal coordinator of the latest edition of the *Guide du rédacteur*.

Ghislain Dionne a une longue expérience de la terminologie dans les domaines scientifique et technique. Il est aujourd'hui coordonnateur de la formation à la Direction de la normalisation terminologique du Bureau de la traduction. / **Ghislain Dionne** has extensive experience in scientific and technical terminology. He is the training coordinator for the Translation Bureau's Terminology Standardization Directorate.

André Guyon a étudié en traduction et en informatique avant d'entrer au Bureau de la traduction, où il contribue à titre d'expert-conseil en technologies langagières à la conception de logiciels précieux pour le Bureau. / **André Guyon** studied translation and computer science before coming to the Translation Bureau, where he acts as a language technologies consultant and helps develop valuable software for the Bureau.

Carolina Herrera, M.A. en traduction de l'Université d'Ottawa, est terminologue à la Division du développement professionnel du Bureau de la traduction, elle fait partie de l'équipe chargée d'actualiser et d'enrichir le contenu espagnol de TERMIUM®. / **Carolina Herrera**, M.A. in translation (University of Ottawa), is a terminologist on the Translation Bureau's Professional Development Division team responsible for updating and enriching the Spanish component of TERMIUM®.

Frédelin Leroux fils, collaborateur associé, est un ancien traducteur de la Direction de la traduction parlementaire et de l'interprétation du Bureau de la traduction. Il est aujourd'hui à la retraite. / One of our regular contributors, **Frédelin Leroux fils** is a former translator with the Translation Bureau's Interpretation and Parliamentary Translation Directorate; he is now retired.

Paul Leroux has been a French-English translator for the Translation Bureau since 1981. His interest in languages dates back to his earliest childhood, when he would compare the English and French labels on items sold at the supermarket. / **Paul Leroux** est traducteur français-anglais au Bureau de la traduction depuis 1981. Son intérêt pour les langues remonte à sa plus tendre enfance, lorsqu'il comparait l'étiquetage anglais et français des produits vendus au marché.

Barbara McClintock, C. Tr., M.A., worked in the private sector as a senior translator and reviser from French to English for more than 15 years. She began contributing to *Language Update* shortly after joining the Translation Bureau's Montreal Regional Unit. / **Barbara McClintock**, trad. a., M.A., a été traductrice principale et réviseure du français à l'anglais pendant plus de 15 ans dans le secteur privé. Elle collabore à *L'Actualité langagière* depuis qu'elle est entrée au Service régional de Montréal du Bureau de la traduction.

Frances Peck is a Vancouver-based writer and editor. She has taught grammar, writing and editing for over two decades for the University of Ottawa, Douglas College, Simon Fraser University and countless government and private sector organizations. / **Frances Peck**, rédactrice et réviseure, travaille à Vancouver. Au cours des vingt dernières années, elle a enseigné la grammaire, la rédaction et la révision à l'Université d'Ottawa, au Collège Douglas, à l'Université Simon Fraser et dans de nombreux organismes du gouvernement et du secteur privé.

André Racicot est formateur, diplômé en science politique et polyglotte. Il anime la populaire série d'ateliers *Traduire le monde* au Bureau de la traduction. / A trainer and political science graduate who speaks several languages, **André Racicot** gives the workshops in the popular Translation Bureau series *Traduire le monde*.

Du nouveau au comité de lecture

Bruno Lobaichon, traducteur au service Langues des Amériques et membre du comité de lecture depuis de nombreuses années, a pris une retraite bien méritée en octobre dernier. Sa compétence a contribué à produire, trimestre après trimestre, un périodique de qualité supérieure. Merci et bonne retraite, Bruno!

Par ailleurs, se joignent au comité deux nouveaux membres, Emmanuelle Samson, langagière analyste aux Services linguistiques français, et Jean-Sylvain Dubé, langagier-conseil maintenant rattaché à l'équipe de rédaction de *L'Actualité langagière*. Bienvenue à vous deux!

News from the Review Committee

Bruno Lobaichon, a translator with the Languages of the Americas unit and a member of the Review Committee for many years, has been enjoying a well-deserved retirement since last October. Highly competent, Bruno helped produce year after year a journal of superior quality. Thank you, Bruno, and enjoy your retirement!

The committee is happy to welcome two new members, Emmanuelle Samson, a language analyst with French Linguistic Services, and Jean-Sylvain Dubé, a senior language advisor now working with the *Language Update* team. A warm welcome to you both!

ABONNEMENT (SS2-4/6-4)

1 an (4 numéros et un index annuel) 39 $CAN + 5 % TPS = 40,95 $

Au numéro 9 $CAN (livraison et TPS en sus)

Règlement : par chèque ou mandat à l'ordre du receveur général du Canada, adressé aux Éditions et Services de dépôt, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

SUBSCRIPTION RATES (SS2-4/6-4)

1 year (4 issues and 1 annual index) CAN$39 + 5% GST = $40.95

Per issue CAN$9 (plus delivery and GST)

Payment: by cheque or money order, made to the order of the Receiver General for Canada and addressed to Publishing & Depository Services, Ottawa, Ontario K1A 0S5

Mot de la rédaction
A Word from the Editor-in-Chief

Denise Cyr, trad. a. ■

Translation: Dennis Maloney, C. Tr.

D'une année à l'autre…

Décembre… Décembre au doux manteau blanc, marqué par des accents de rouge et de vert. Décembre où cantiques religieux font bon ménage avec rigodons endiablés. Décembre aux arômes de viandes, d'épices et de délices sucrées. Mois de retrouvailles et parfois mois de solitude. Décembre, paradoxe d'effervescence et de tranquille réflexion.

Tranquille réflexion parce que malgré les festivités qui s'annoncent, le temps est venu de dresser le bilan de l'année écoulée, avant de se tourner vers l'avenir pour amorcer la nouvelle année le cœur confiant. Que cet exercice se fasse dans la sérénité et permette à chacun d'entre nous de devenir une meilleure personne.

Pour moi, 2009 aura été l'année de la nouvelle aventure. *L'Actualité langagière* m'aura permis d'ajouter une corde à mon « arc linguistique ». J'en sors grandie, tant sur le plan professionnel que sur le plan personnel. Merci à tous ceux qui m'ont donné cette occasion unique de m'épanouir.

Pour le Bureau de la traduction, 2009 marque le 75e anniversaire de sa création, les 50 ans de l'interprétation parlementaire, les 40 ans de la *Loi sur les langues officielles*. Les articles que vous présente ce dernier numéro de l'année mettent en lumière l'évolution de notre profession. Il y est question d'avancées technologiques, de formation, d'une profession émergente, de la mise en commun de ressources spécialisées et, bien sûr, de points de langue tous plus passionnants les uns que les autres. À vous de plonger allègrement dans l'esprit des Fêtes… et de vous régaler!

Pour ceux qui voudront faire un retour en arrière, un index des mots clés tirés des articles parus en 2009 a été placé à la fin de ce numéro. Vous retrouverez ainsi plus facilement les textes qui vous ont plu au cours de l'année.

Au nom de l'équipe de *L'Actualité langagière*, je vous souhaite santé et paix pour l'année qui s'annonce. Que votre vie personnelle et professionnelle vous comble en 2010!

From one year to the next

Ah, December! Flashes of red and green accent a blanket of freshly fallen snow. The harmonies of religious carols coexist with the raucous sounds of boisterous merrymaking. The aromas of roasting meat, spices and tempting sweets waft through the air. For many, December will be a time of togetherness and, for others, solitude could be the only guest around. December means giddy excitement but also a time for quiet reflection.

I say a time for quiet reflection because, while the festive season approaches, December is nonetheless an opportunity to reassess the events of the past year before looking ahead to the New Year with renewed confidence. Ideally, for the sake of self-improvement, we should all find the opportunity for this type of reflection.

I, for one, will remember 2009 as the year that I embarked on a new adventure. Being involved with *Language Update* has added a new string to my "linguistic bow" and helped me grow, both professionally and personally. I wish to thank all those who gave me this unique and fulfilling opportunity.

For the Translation Bureau, 2009 marks the organization's 75th anniversary, as well as 50 years of parliamentary interpretation and the 40th anniversary of the Official Languages Act. The articles in this last issue of the year highlight the changes that have occurred in our profession, particularly technological advances, developments in training, the emergence of a new language profession, the pooling of specialized resources and, of course, a very interesting series of items on aspects of language. Ease yourself into the holiday spirit with an enjoyable and absorbing read.

For those of you who would like to look back over articles published in 2009, there is an index of key words at the end of this issue to help you find articles that you enjoyed in 2009.

On behalf of the *Language Update* team, I wish you peace and good health in the coming year. May 2010 bring you both professional and personal fulfillment.

Sommaire
Summary

Une nouvelle ressource à l'écran : le Portail linguistique du Canada / A new online resource: The Language Portal of Canada
Francine Kennedy, page 5

D'une richesse impressionnante, le premier portail linguistique d'envergure nationale offre gratuitement à la population une vaste gamme d'outils linguistiques de grande qualité. / The first-ever pan-Canadian language portal contains a wealth of information and gives the public free access to a vast array of high-quality language tools.

L'évolution de la formation en terminologie / Changes to terminology training over the years
Ghislain Dionne, page 7

Comme le traducteur, le terminologue apprend son métier grâce à des programmes de stages et d'apprentissage. Plus tard, diverses formations lui permettront de se perfectionner. / Like translators, terminologists learn their profession through training and practicum programs. Over time, they take a variety of additional training courses to further develop their skills.

Mots de tête : « ajouter l'insulte à l'injure »
Frédelin Leroux fils, page 10

Les dictionnaires sont prodigues de suggestions pour qui veut éviter ce calque – si populaire pourtant qu'on lui trouve trente-six variantes et qu'on le maintient volontiers en vie tel quel. / The dictionaries are full of suggestions for anyone wishing to avoid this calque, but it is so popular that multiple variations can be found and people prefer to keep using it.

New questions from the inbox
Frances Peck, page 12

Before condemning new word usages that seem incorrect at first glance, we should give them another thought and perhaps check the dictionary. / Il faut y penser à deux fois – et peut-être jeter un coup d'œil dans son dictionnaire – avant de condamner de nouveaux usages qui nous semblent à première vue incorrects.

Les centres de jurilinguistique au Canada / Canada's jurilinguistic centres
François Blais, page 14

En 2009, les quatre centres canadiens de jurilinguistique ont décidé de mettre leurs ressources en commun au profit de tous ceux qui utilisent leurs produits et leurs services. / In 2009, Canada's four jurilinguistic centres decided to pool their resources for the benefit of everyone using their products and services.

L'inversion dans l'incise
Jacques Desrosiers, page 19

Des deux types d'inversion qu'admet le français, un seul est possible quand on revient à l'incise pour rapporter les paroles de quelqu'un, explique le chroniqueur. / Two methods of inverting the order of subject and verb are accepted in French, but only one is possible when an interpolated clause is used to report what a person said, explains our writer.

Le sous-titrage vocal / Voicewriting
Jean Delisle, page 21

Le sous-titreur vocal tout à la fois reformule ce qu'il entend, s'adapte à la cadence de l'interprète, ponctue avec une manette de jeu vidéo. Il doit faire preuve d'une vivacité d'esprit hors de l'ordinaire. / Voicewriters rephrase what they hear, adapt to the speaking speed of the interpreter and use a video game joystick to punctuate sentences. They have to be extraordinarily quick-witted.

Carnet techno : Le courriel : bénédiction et malédiction / Tech Files: Email: At once a blessing and a curse
André Guyon, page 28

On en a parfois assez des pourriels, des canulars, des messages à relais et des pièces jointes déjà reçues trois fois. À tous ces problèmes, il y a des solutions. / Sometimes we feel we've had it with spam, hoaxes, email volleys and attachments already received three times. There are solutions to all of these problems.

Traduire le monde : Les Nations Unies
André Racicot, page 31

Notre chroniqueur brosse un portrait du fonctionnement des Nations Unies. Il en profite pour remettre les majuscules à leur place et signaler certains pièges de traduction. / In his overview of operations at the United Nations, our writer puts capital letters in their place and points out some translation traps.

El Rincón Español: Sobre algunos problemas de terminología en el campo de la seguridad social
Carolina Herrera, página 33

Canadá mantiene convenios internacionales de seguridad social con varios países, entre los cuales cuatro son de habla hispana: Chile, España, México y Uruguay. Estos convenios han generado un aumento en la demanda de traducciones de documentos para tramitar el pago de prestaciones del Plan de Pensiones de Canadá y del Programa de Seguro de Vejez. En el presente número de El Rincón Español veremos algunas de las dificultades presentes en la terminología de este campo.

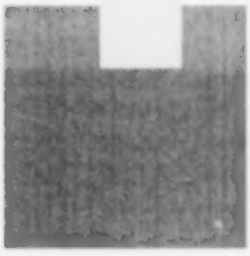
Words Matter: From *book crossing* to *wikis*
Barbara McClintock, page 35

Our contributor talks about a few newly coined words, such as *conshmobbers*, i.e. groups of consumers who encourage businesses that are prepared to invest in energy-saving improvements. / Quelques néologismes. L'auteure s'attarde notamment aux *conshmobbers*, ces consommateurs qui encouragent en groupe les commerces prêts à investir dans des améliorations écoénergétiques.

Don't throw in the towel! / Ne jetez pas l'éponge!
Paul Leroux, page 36

Shame on those who throw in the towel! There is nothing more exciting for translators than the challenge of a difficult text. The genius of the language is always their indispensable tool for the task. / Honte aux démissionnaires! Rien de plus exaltant pour le traducteur que le texte difficile à traduire. Il lui suffit de se servir de cet outil toujours à sa portée : le génie de la langue.

Index annuel / Annual index
page 38



Le mot de la PDG
A Word from the CEO

Francine Kennedy ■

Translation: Tom Healy and Vicki Plouffe, C. Tran.

Une nouvelle ressource à l'écran : le Portail linguistique du Canada

Comme il avait été prévu dans la *Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013 : Agir pour l'avenir*, l'ensemble de la population a désormais accès à un portail linguistique national. Voilà un événement d'une portée considérable.

Vitrine de l'expertise canadienne dans le domaine langagier, le Portail linguistique du Canada offre à nos concitoyens des ressources qui traitent de différents aspects de la langue. La diffusion sur Internet de ce patrimoine marque un tournant en cette année de célébration des 40 ans de la *Loi sur les langues officielles*. Le Portail vient consolider la valeur fondamentale de la dualité linguistique. C'était un grand défi; c'est maintenant une grande réalisation. Bravo!

Mais d'où vient cette initiative? Parlons un peu de ses origines, avant d'aborder son contenu et sa raison d'être.

Les origines

Depuis plusieurs années, de nombreuses voix demandaient au Bureau de la traduction d'offrir ses ressources linguistiques à la population canadienne par le truchement d'Internet. En mars 2002, Dyane Adam, la commissaire aux langues officielles de l'époque, formulait même une recommandation en ce sens.

L'idée a fait son chemin. Mais elle a réellement pris tout son sens dans la *Feuille de route* bien connue :

> Le gouvernement donnera accès gratuitement à tous les Canadiens au **Portail linguistique du gouvernement du Canada** [...] Le portail rassemblera en un seul site Web une vaste gamme d'outils linguistiques de qualité (incluant TERMIUM®), mis au point tant par les institutions fédérales que par d'autres organismes au pays. Premier portail linguistique d'envergure nationale, celui-ci servira de voie d'accès pour aider les Canadiens à utiliser et à comprendre les deux langues officielles plus facilement, tout en ayant accès à cette fin à des outils linguistiques de qualité.

Une fois approuvée en haut lieu, l'idée a eu tôt fait de mobiliser des artisans et des artisanes de la langue afin que le concept se concrétise.

A new online resource: The Language Portal of Canada

As provided for in the *Roadmap for Canada's Linguistic Duality 2008-2013: Acting for the Future*, all Canadians now have access to a national language portal, a development of major importance.

A showcase for Canadian expertise in the language field, the Language Portal of Canada offers resources that deal with various aspects of language. Making this national treasure available on the Web represents a highlight in this year of celebrations marking the 40th anniversary of the Official Languages Act. The Portal reinforces the fundamental value of linguistic duality. It was a great challenge and has now become a great achievement. Congratulations!

How did this initiative come about? Let's deal briefly with how it originated before describing its content and rationale.

Origin

For a number of years, people had been asking the Translation Bureau to offer its language resources to Canadians through the Internet. In March 2002, former Official Languages Commissioner Dyane Adam made a recommendation to this effect.

The idea caught on. But it really came to fruition when the following appeared in the well-known *Roadmap*:

> The Government will give all Canadians access, free of charge, to the **Government of Canada's language portal**.... As a single website, the portal will bring together a range of quality language tools (including TERMIUM®), developed both by federal institutions and other organizations across the country. As the first such portal of national scope, it will serve as a gateway for Canadians to use and understand both of their official languages more readily, through free access to quality language tools.

This idea, which received approval at the senior level, quickly mobilized language experts into striving to turn the concept into a reality.

Un défi d'envergure attendait les informaticiens : créer un site – le Portail – en un temps record, tripler les serveurs disponibles et concevoir une interface conviviale. Il leur fallait aussi intégrer au Portail la banque *TERMIUM Plus*® et ses outils d'aide à la rédaction – dont l'accès devenait gratuit. Il était donc à prévoir, avec la gratuité de *TERMIUM Plus*®, que l'achalandage sur le site serait considérable.

Ce que l'on trouve dans le Portail

Le Portail nous offre, en plus des sections *En manchettes*, *Quiz éclair* et autres, trois volets qui sauront retenir l'intérêt des internautes : le volet *Bien écrire, bien dire*, le volet *Découvrir* et le volet *Nos collaborateurs*.

Le volet *Bien écrire, bien dire* présente des articles sur les difficultés de la langue et des exercices linguistiques. Il donne accès à *TERMIUM Plus*® et à la vaste gamme d'outils d'aide à la rédaction offerte par le Bureau de la traduction.

Le volet *Découvrir* fournit quelque 400 liens vers des sites Web de nature linguistique dans chacune des deux langues officielles. S'y trouvent :

- des ouvrages et des outils linguistiques, terminologiques et technolinguistiques élaborés au gouvernement du Canada, notamment au Bureau de la traduction;
- un grand nombre d'autres ressources, ouvrages et outils produits au Canada et offerts en ligne par des organismes provinciaux, territoriaux et non gouvernementaux et par des maisons d'enseignement.

Le volet *Nos collaborateurs* présente une collection d'hyperliens et des articles signés par nos collaborateurs, tous des intervenants de la scène linguistique canadienne.

De plus, toutes les organisations canadiennes qui s'intéressent à la langue peuvent contribuer au contenu du Portail et ainsi permettre aux visiteurs du site de se tenir informés de ce qui se passe partout au Canada dans le domaine des langues.

À quoi sert le Portail linguistique?

D'abord, c'est un guichet unique vers les ressources linguistiques qui existent au Canada.

Ensuite, le Portail met en valeur les cultures et les deux langues officielles de notre pays pour toute la population canadienne.

Le Portail est offert au grand public, et il s'adresse particulièrement aux communautés de langue officielle en situation minoritaire, aux employés des différents ordres de gouvernement, aux organismes privés et bénévoles, au milieu de l'enseignement, y compris les universités, ainsi qu'aux acteurs de l'industrie langagière.

Le Portail [**http://www.noslangues.gc.ca/**] est donc pour vous. N'hésitez pas à y entrer et à utiliser ses précieuses ressources.

NOTE

1 Canada, *Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013 : Agir pour l'avenir*, Ottawa, 2008, p. 10.

Computer specialists were faced with a significant challenge: create a site—the Portal—in record time, triple the number of available servers and design a user-friendly interface. They also had to incorporate the *TERMIUM Plus*® data bank and its writing tools, which would now be offered free of charge. With free access to *TERMIUM Plus*®, it was quite clear that website visitor activity would be substantial.

What the Portal contains

In addition to *Headlines*, the *Flash Quiz* and other items, the Portal contains three sections that will be of special interest to our readers: *Well Written, Well Said*; *Discover* and *Our Contributors*.

Well Written, Well Said contains articles on language problems and linguistic exercises and provides access to *TERMIUM Plus*® and the wide range of Translation Bureau writing tools.

Discover contains some 400 language Web links in both official languages. It includes

- language, terminology and technolinguistic publications and tools that have been developed by the Government of Canada, including the Translation Bureau;
- a large number of other resources, publications and tools of Canadian origin, offered online by provincial, territorial and non-governmental organizations and by educational institutions.

Our Contributors is made up of a collection of hyperlinks and articles written by our contributors—all active on the Canadian language scene.

In addition, any Canadian organization with language-oriented content can contribute to the Portal and enable users to stay informed about what is happening across Canada in the language field.

What is the Language Portal useful for?

First, it provides a single window for existing language resources in Canada.

Second, it emphasizes the value of the country's cultures and the two official languages for all Canadians.

The Portal is open to the general public and is especially intended for official language minority communities, employees at various levels of government, private sector and volunteer organizations, the educational milieu, including universities, as well as language industry players.

The Portal [**http://www.ourlanguages.gc.ca/**] has been designed especially for you. Feel free to access it and use its valuable resources.

NOTE

1 Canada, *Roadmap for Canada's Linguistic Duality 2008-2013: Acting for the Future*, Ottawa, 2008, pp. 9–10.

L'industrie en marche

Industry Insights

Ghislain Dionne

Translation: Dennis Maloney, C. Tr.

Cet article apporte un complément à un article paru dans le numéro précédent, La formation de la relève au Bureau de la traduction : une approche singulière… des moyens pluriels.

L'évolution de la formation en terminologie

Le professionnel qui amorce sa carrière dans un service terminologique du Bureau de la traduction doit rapidement maîtriser les méthodes de travail propres au milieu et acquérir des connaissances qui lui permettront de satisfaire aux normes de compétences reconnues à la Direction de la normalisation terminologique (DNT).

La formation lui offre les moyens de s'intégrer plus facilement à son nouveau milieu de travail et lui permet de profiter de l'expérience et des connaissances spécialisées de collègues chevronnés.

Les débuts

La formation en terminologie est étroitement liée à l'évolution de la banque de données terminologiques du Bureau de la traduction. Ses débuts ont coïncidé avec le lancement de Mission terminologie en 1975 et le recrutement massif qui a suivi. À l'époque, des stages étaient organisés pour accueillir les nombreux arrivants qui avaient décidé de se consacrer à ce qui était alors une toute jeune profession. Des employés qui avaient plus d'expérience ou de connaissances étaient désignés pour faire des exposés sur différents aspects de la profession, en particulier sur la rédaction de fiches qui allaient servir à alimenter TERMIUM®, la banque de données terminologiques nouvellement acquise par le Bureau de la traduction. Ce dernier venait en effet de se voir confier le mandat suivant : examiner et normaliser la terminologie utilisée dans la fonction publique fédérale et exploiter à cette fin une banque de terminologie.

Par la suite, comme les nouveaux employés se faisaient moins nombreux, les recrues en terminologie ont plutôt été formées en cours de travail. Revenait à l'encadreur le soin de leur transmettre les connaissances nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches quotidiennes.

This article complements an article published in the previous issue, Training the next generation of Translation Bureau translators: A singular approach using a variety of methods.

Changes to terminology training over the years

Language professionals starting their careers in a Translation Bureau terminology unit must quickly become proficient in terminology work methods and acquire the knowledge they need to meet the competency standards recognized by the Terminology Standardization Directorate (TSD).

Training makes it easier for them to integrate into their new workplace and gives them an opportunity to benefit from the experience and specialized knowledge of seasoned co-workers.

Early stages

Terminology training has been closely linked to the development of the Translation Bureau's terminology data bank. It was organized when the *Mission Terminologie* working group was set up in 1975 and during the period of mass recruitment that followed. At the time, internships were offered to attract the many newcomers who had decided to devote themselves to what was then a profession in its very early stages. More experienced or more knowledgeable employees were assigned to give presentations on various aspects of the profession, and specifically on how to write up terminology records to be loaded into TERMIUM®, the Translation Bureau's newly acquired terminology data bank. The Translation Bureau's recently conferred mandate was to review and standardize the terminology used in the federal public service and operate a terminology bank for that purpose.

Since fewer new employees were hired in the years that followed, junior terminologists received on-the-job training rather than internships. The task of transmitting the knowledge the recruits needed to carry out their day-to-day activities fell to their supervisors.

C'est ainsi que la formation a pris diverses formes au fil des ans : formation de recrues en terminologie, formation d'aides-terminologues ou de documentalistes, encadrement de stagiaires venant d'universités canadiennes ou étrangères offrant des programmes de traduction, et stages pour traducteurs et terminologues appartenant à d'autres organismes publics qui désiraient se familiariser avec les méthodes de travail du Bureau. Les stages duraient d'un à quatre mois et permettaient à l'étudiant ou au langagier d'acquérir une expérience professionnelle de la recherche terminologique dans un service linguistique de grande envergure. Les stagiaires avaient ainsi l'occasion de découvrir les divers aspects de la vie du terminologue; ils participaient aux projets d'alimentation de TERMIUM® ou de préparation des publications destinées aux ministères et organismes fédéraux.

La relève au tournant du millénaire

Au début des années 2000, on assiste à une prise de conscience aiguë du problème de l'absence de relève en terminologie : les terminologues du Bureau ont en moyenne près de 50 ans et ils comptent de vingt à vingt-cinq ans d'expérience. On s'attend à des départs à la retraite massifs. Des employés d'expérience, qui ont des connaissances inestimables dans des domaines spécialisés, quitteront les rangs en laissant derrière eux un grand vide à combler.

Le Bureau tente de redresser la situation en accentuant le recrutement. Il collabore avec les universités canadiennes qui participent au Programme de stages COOP en offrant à des étudiants en traduction la possibilité de faire un stage de quelques mois en terminologie. Parallèlement, il se dote en 2003 d'un programme d'apprentissage en terminologie, afin d'initier les nouveaux langagiers au travail de terminologie et de les aider à atteindre le niveau d'autonomie qui leur permettra d'accomplir diverses tâches en maintenant un niveau de qualité conforme aux critères et aux normes de la DNT. Entre 2005 et 2007, une quinzaine de nouveaux TR-1 (niveau d'entrée au Bureau de la traduction) viennent grossir les rangs des terminologues de la DNT.

Le Programme de stages COOP

L'étudiant en traduction admissible au Programme COOP peut choisir de faire son stage en terminologie, afin d'approfondir les divers aspects du métier et de participer aux activités quotidiennes d'un service professionnel. Il se trouve donc en situation de travail réelle. Grâce à cette expérience, il peut juger de son intérêt pour la profession et mieux orienter sa carrière. Guidé par un encadreur tout au long du stage, il côtoie des terminologues chevronnés. Une évaluation de rendement est produite en fin de stage.

Training has therefore been provided in a variety of ways over the years: training for junior terminologists, training for terminology assistants and documentalists, coaching for practicum students from Canadian and foreign universities offering translation programs, and internships for translators and terminologists from other public-sector organizations who wish to learn more about the Bureau's work methods. These internships, lasting one to four months, helped students and language professionals acquire terminology research experience in a large-scale linguistic services unit, as well as become familiar with various aspects of the work of terminologists and take part in projects involving the loading of terms into TERMIUM® or the preparation of publications for federal departments and agencies.

Succession planning at the start of the new millennium

Starting in 2000, there was a heightened awareness of a shortage of new terminologists in the profession. The average age of Bureau terminologists was close to 50 and they had 20 to 25 years of experience. A sharp increase in retirements could be predicted. The departure of experienced employees with invaluable knowledge in specialized fields would leave a huge void to be filled.

To turn this situation around, the Bureau stepped up recruitment. In co-operation with Canadian universities taking part in the Co-op Program, the Bureau began offering translation students opportunities to enrol in terminology practicums lasting several months. In 2003, the Bureau also set up a training program for terminologists, the goal of which was to introduce new language professionals to the terminology field and help them attain the level of autonomy required to carry out various tasks and maintain a level of quality complying with TSD criteria and standards. Between 2005 and 2007, about 15 new TR-1s (Translation Bureau entry level) joined the ranks of TSD terminologists.

Co-op Program

Translation students eligible to take part in the Co-op Program can choose to do their practicum in terminology. This helps them become familiar with the various aspects of terminology work and take part in the day-to-day operations of a professional unit, where they are put into actual work situations. Through these practicums, they can gauge their degree of interest in the profession and make a better-informed career choice. Throughout the practicums, the students are guided by a coach and have opportunities to work with experienced terminologists. They receive a performance evaluation at the end of the practicum.

Le Programme d'apprentissage des TR-1

Le Programme d'apprentissage vise à aider le terminologue débutant à atteindre le niveau de travail. Il devra pouvoir effectuer diverses tâches terminologiques présentant des niveaux de difficulté variés et être capable de répondre aux urgences. Il devra démontrer sa connaissance des principes et méthodes de la recherche terminologique et se servir efficacement des outils de travail, tels les guides professionnels et les outils technolinguistiques à sa disposition.

À son arrivée à la DNT, le nouveau terminologue assiste aux séances d'orientation offertes à tous les TR qui entrent au Bureau et se familiarise ainsi avec les rouages de l'administration fédérale et du Bureau. Il participe aussi à un stage de formation d'une semaine, ce qui l'aide à personnaliser le programme d'apprentissage en fonction de ses besoins. Des séances de perfectionnement ponctuelles peuvent aussi être organisées à l'interne afin que le nouveau terminologue connaisse mieux certains aspects du travail. Par ailleurs, tout au long du programme, il pourra compter sur son encadreur, dont les conseils et les recommandations lui permettront de produire des travaux répondant aux critères de qualité du service.

Le Programme s'échelonne habituellement sur deux ans, mais les plus doués peuvent accéder au niveau de travail en moins de temps. Les cinq étapes du Programme prévoient :

- le dépouillement de textes spécialisés et l'analyse notionnelle;
- la rédaction de fiches et le regroupement de données terminologiques;
- les recherches ponctuelles et la préparation de lexiques ou de vocabulaires bilingues;
- la gestion d'une base de données terminologiques dans un domaine particulier et une initiation à la gestion de projets;
- la préparation de dossiers de normalisation, la participation à des comités de normalisation ou d'uniformisation et la rédaction d'articles.

Chacune des étapes se termine par une évaluation établie au moyen d'une grille de cotation. La recrue qui franchit toutes les étapes du Programme d'apprentissage est promue au niveau TR-2 sur la recommandation de l'encadreur.

Le perfectionnement

Tout au long de son cheminement professionnel, le terminologue peut suivre des ateliers sur des thèmes particuliers du travail terminologique, par exemple l'autorévision, la rédaction de définitions ou la néologie.

Il peut également participer aux ateliers inscrits dans le Répertoire des activités de formation du Bureau et profiter de formations offertes par des associations professionnelles de traducteurs, de terminologues et d'interprètes.

Suite à la page 20

TR-1 Learning Program

The goal of the Learning Program is to help bring junior terminologists up to speed. They are expected to be able to perform various terminology-related tasks of varying degrees of difficulty and to respond to urgent requests. They must demonstrate their knowledge of terminology research principles and methods and be able to efficiently use the work tools at their disposal, such as professional manuals and technolinguistic tools.

Upon their arrival at the TSD, junior terminologists attend an orientation session provided for all new TRs starting at the Bureau, where they learn about federal government and Bureau operations. They also participate in a one-week training period, which helps them customize their learning program according to their needs. Specific professional development sessions may be organized internally to help the new terminologists become more familiar with certain aspects of the work. Moreover, throughout the Program, they can rely on their coaches, whose advice and recommendations will help their work meet the service quality criteria.

The Program usually takes two years to complete, but may be completed more quickly if the new terminologist proves to be especially skilled. The five steps of the Program are as follows:

- term extraction from specialized texts and concept analysis;
- preparation of records and classification of terminological data;
- term research and preparation of glossaries and bilingual vocabularies;
- terminology data bank management for an assigned subject field and introduction to project management; and
- preparation of standardization files, participation in standardization or validation committees and drafting of articles.

At the end of each step, a rating sheet is used to provide the candidate with a final assessment. Upon successful completion of the training program and on their coach's recommendation, junior terminologists are promoted to the TR-2 level.

Professional development

Throughout their careers, terminologists have opportunities to attend workshops on specific terminology-related topics, such as self-revision, definition writing and neology.

They can also attend workshops listed in the Translation Bureau's directory of training activities and take courses offered by professional associations of translators, terminologists and interpreters.

Continued on page 20

Mots de tête

Frédelin Leroux fils

« ajouter l'insulte à l'injure »

On notera, comme pour ajouter l'insulte à l'injure, l'absence des signes diacritiques.
(Jean-Luc Gouin, philosophe et défenseur du français, *Le Devoir*, 28.7.09)

C'est en naviguant sur Internet que j'ai trouvé le sujet de ma chronique. Un internaute se posait cette question, existentielle s'il en est : « Je me demande s'il existe une expression anglaise équivalente au français *ajouter l'insulte à l'injure*. » Fort heureusement, un saint-bernard internaute, anglophone, ne tarda pas à se porter à son secours : « You can *add insult to injury* in English, too; in fact I'm surprised to see a literal equivalent in French. Can you tell us more about the nuances of the French version? »

Comme vous devez vous en douter un peu, le tour français est le calque de l'autre*. Mais je vois à votre mine dubitative que vous ne me croyez qu'à moitié. Plusieurs auteurs pourront vous le confirmer – Camil Chouinard[1], Paul Roux[2], Michel Parmentier[3]. Ou encore le site Web de l'Office québécois de la langue française, ou du *Français au micro* (Guy Bertrand). Ce ne sont pas les façons d'éviter le calque qui manquent. Rien que dans les dictionnaires, j'en ai relevé une douzaine : le *Harrap's* se contente de « pour couronner le tout »; le *Robert-Collins* donne « ce serait vraiment dépasser la mesure » et « aller trop loin »; le *Larousse* bilingue propose une variante : « dépasser les bornes ». Enfin, le *Hachette-Oxford* se rapproche de l'anglais : après « pour comble », il étoffe : « et pour comble d'insulte ».

On trouve d'autres équivalents sur le site de l'OQLF : « aggraver son cas », « retourner le fer dans la plaie** », et deux qui ressemblent un peu à l'anglais : « redoubler d'insultes » et « doubler ses torts d'un affront ». On trouve aussi ces deux derniers dans l'ouvrage d'Irène de Buisseret[4]. Deux des auteurs mentionnés ci-dessus proposent des tournures que je n'ai pas vues ailleurs : « et comme si cela ne suffisait pas » (Chouinard), « et par-dessus le marché » (Roux). Je serais tenté d'en ajouter deux de mon cru, « la goutte qui fait déborder le vase » et « jeter de l'huile sur le feu ». Certes, elles ne sont pas passe-partout comme l'anglais, mais dans le contexte idoine…

En fouillant dans le dictionnaire de l'Académie, je suis tombé par un heureux hasard sur « brochant sur le tout », que le *Harrap's* traduit par « and to crown/cap it all », ce qui correspond exactement à « pour couronner le tout », sa propre traduction de « to add insult to injury ». C'est à donner le tournis… Enfin, dans son fameux *The Canuck*[5], Adrienne propose un équivalent quelque peu inusité : « cette remarque a vraiment doublé la dose ».

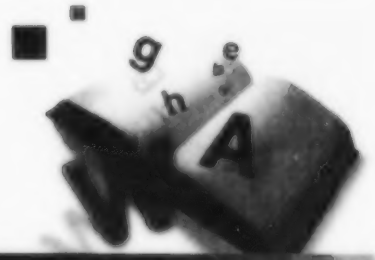
Devant un tel choix, on pourrait croire que les Québécois n'auraient rien de plus pressé que de se débarrasser du calque. Hélas, j'ai l'impression qu'ils continueront de « calquer » à qui mieux mieux, car ils semblent y prendre plaisir. Il faut dire que le pli est pris depuis longtemps. En 1836, le grand journaliste Étienne Parent l'emploie : « C'est sans doute pour ajouter l'insulte à l'injure que la coterie du pouvoir est sans cesse criant contre […] la puissance formidable de la branche populaire[6]. » Quelques années plus tard, Michel Bibaud[7], poète-historien, accuse un membre du Conseil législatif d'en faire autant : « le moyen de justification employé par M. Monk ajoutait l'insulte à l'injure ».

Bibaud a écrit une suite à son *Histoire*, et cette fois l'expression se retrouve dans la bouche de deux parlementaires. D'abord, le futur président de l'Assemblée, Antoine Cuvillier : « Ne semble-t-on pas avoir rejeté tout sentiment d'humanité, pour ajouter l'insulte à l'injure? » Et ensuite le grand Papineau[8] : « un petit nombre d'hommes […] dilapident des revenus pour les salarier, eux, les ennemis du pays, pour ajouter l'insulte à l'injure ». Cela se passe au cours de la session de 1830, soit à la même époque que l'article de Parent. Il y a donc 180 ans. Ou 36 lustres, si vous préférez.

Et nous n'avons pas cessé de « calquer » depuis. Nos journaux nous en fournissent des exemples quotidiennement. Et ils nous servent en plus des variantes intéressantes. Jean Dion, bien sûr, ne pouvait résister à la tentation de parodier : « pour ajouter le camouflet au pied-de-nez » (*Devoir*, 20.2.03); Dany Laferrière est plus sérieux : « ajouter l'insulte à la gifle » (*Presse*, 14.10.07). Pierre Foglia ajoute « l'insulte à la défaite » (*Presse*, 20.7.09) et Michel Vastel, « l'injure à l'affront » (*Droit*, 12.10.02). On peut même « ajouter » tout court : « pourquoi ajouter à l'insulte en ramenant dans vos

* De son côté, l'anglais ne serait qu'un calque du latin *injuriæ contumeliam addere*…

** Ce tour me plaît, mais les dictionnaires ne traduisent que par *to twist the knife in the wound*.



valises ces exilés ambitieux qui mangeaient dans la main de Saddam? » (Foglia, *Presse*, 15.2.03).

Nos cousins aussi aiment broder sur le même thème : « La triste particularité de Garasse, c'est d'ajouter l'ignominie à la trivialité[1] »; « À cette blessure, la Grande-Bretagne ajouta l'insulte[2] »; « Un départ constituerait le pire scénario et ajouterait le déshonneur aux difficultés[3] »; « N'ajoutez pas le mensonge à l'iniquité![4] ». Dans un texte de Romain Gary[5], paru à l'origine en anglais, on rencontre « ajoutant le préjudice à l'affront ».

D'après les équivalents proposés ci-dessus, tant par les dictionnaires que par les défenseurs du français, on pourrait croire que c'est la formulation « ajouter à » qui fait problème, qu'elle serait en quelque sorte contraire au génie de la langue. Et pourtant, on vient de le voir, ce n'est pas le cas. Il aurait d'ailleurs suffi de consulter l'ouvrage d'Hector Carbonneau[6] pour se rendre compte que le tour existe.

Outre « ajouter l'injure au préjudice » et « l'injure à l'injustice », Carbonneau propose un équivalent que je trouve particulièrement juteux, « insulter l'âne jusqu'à la bride ». Cette fois, c'est un vieux dictionnaire[7], que vous avez sûrement dans votre bibliothèque, qui lui fournit cette traduction. Sur Internet, j'ai trouvé ce tour plutôt curieux dans un vieux recueil de proverbes, mais sans explication. Je ne suis rabattu sur le *Larousse des proverbes*, qui ne le donne malheureusement pas, mais je suis tombé sur ceci : « Rien n'est plus insultant que d'ajouter l'ironie à l'insulte. » Ce mot serait de… Napoléon. Il est tiré du *Journal* de son médecin à l'île Sainte-Hélène, Barry O'Meara. Il s'agit évidemment d'une traduction, mais qu'elle ait été retenue par un ouvrage de la maison Larousse, c'est pour moi la preuve que cette façon de dire n'insulte pas au génie du français (comme on disait autrefois).

Enfin, j'ai été dédommagé de ma recherche infructueuse quand j'ai lu sur la Toile ce commentaire d'un habitant de l'Indre-et-Loire, un certain Roland Godeau : « *C'est insulter l'âne jusqu'à la bride* : j'ai souvent entendu ma mère employer cette expression dans le sens de *trop, c'est trop*, ou *il y a de l'abus*. » C'est ainsi qu'en attendant Godeau… j'ai trouvé à la fois un début d'explication de cette locution et deux autres équivalents.

Trêve de plaisanterie, avant longtemps nous n'aurons plus l'exclusivité de cette expression. Comme en témoigne cet exemple, elle commence à se répandre en Europe : « En dépit de toute ma loyauté, l'insulte s'est maintenant ajoutée à l'injure et je démissionne de mon poste » (Ruud Lubbers, haut-commissaire de l'ONU aux réfugiés, Reuters, *Devoir*, 21.2.05).

L'intervention d'un internaute anglophone étant à l'origine de cette chronique, je laisse le mot de la fin à un autre anglophone. En octobre 1746, lord Chesterfield écrit à son fils : « Une injure est plus vite oubliée qu'une insulte. » (Je comprends maintenant pourquoi le tour « ajouter l'insulte à l'injure » est beaucoup plus fréquent qu'« ajouter l'injure à l'insulte »…) ■

NOTES

1 Camil Chouinard, *1500 pièges du français parlé et écrit*, La Presse, 2007.

2 Paul Roux, *Lexique des difficultés du français dans les médias*, La Presse, 2004.

3 Michel Parmentier, *Dictionnaire des expressions et tournures calquées sur l'anglais*, Presses de l'Université Laval, 2007.

4 *Guide du traducteur*, Ottawa, A.T.I.O., 1972, p. 328 (*Deux langues, six idiomes*, p. 299).

5 Adrienne, *The Gimmick: Spoken American and English*, Flammarion, 1971, p. 128.

6 *Le Canadien*, 23 septembre 1836.

7 Michel Bibaud, *Histoire du Canada et des Canadiens sous la domination anglaise*, Montréal, Lovell et Gibson, 1844, p. 195.

8 *Histoire du Canada et des Canadiens sous la domination anglaise*, Montréal, Lovell, 1878, p. 29.

9 Robert Casanova, introduction à *Théophile en prison*, J.-J. Pauvert, 1967, p. 38.

10 *Monde diplomatique*, octobre 2001 (note de la rédaction).

11 Bernard-Henri Lévy, *Le lys et la cendre*, Livre de poche, p. 418 (Grasset, 1996).

12 Serge Brussolo, *Maison d'hiver*, Folio, p. 179 (Denoël, 1994).

13 Romain Gary, *L'affaire homme*, Folio, 2005, p. 74 (traduction d'un article paru dans la revue *Holiday* en janvier 1960).

14 Hector Carbonneau, *Vocabulaire général*, Bulletin de terminologie 147, Secrétariat d'État, 1972 (bulletins parus entre 1957 et 1960).

15 Alfred Elwall, *Dictionnaire anglais-français*, Paris, Delagrave, 1907.

New questions from the inbox

Frances Peck

In my experience, **you** can tell true language buffs by the glee they display in pointing out the world's verbal errors. Even the gentlest, most forgiving among us can't help but feel a secret, satisfying pleasure when **we ridicule** the slip-ups of less word-savvy mortals.

The following email from my "Grammar Usage" inbox anticipates this sort of mutual glee. Read it carefully and see what you think.

Question

What's your opinion of this sentence? I think you'll get a kick out of it.

> The low Canadian dollar continues to advantage Canada.

Have a great summer!

—Federal department writer, Ottawa

[Note: Those of you who are stuck on the reference to the exchange rate, not case, that email goes back a few semesters.]

Answer

I see what you're getting at. This looks like an example of how "verbing weirds language," to quote Calvin and Hobbes.

Turning a non-verb into a verb is one of the most pronounced trends in English usage and one of the most deplored by its language professionals. Nothing gets under our skin more than the careless destruction of a perfectly good noun or adjective to produce such nails-on-blackboard verbs as to action (as a substitute for "to act on"), to off (to call someone on your cell phone) and to maneuver (to make something maneuverable).

But we have to be careful. Sometimes verbing is offensive; other times it's legitimate. While *to a got level advantage* may seem awkward in the sentence in question (and I confess that it strikes me that way), technically it's correct. Both the Canadian Oxford Dictionary (2nd ed.) and Merriam-Webster's Collegiate (11th ed.) list *advantage* as a transitive verb meaning "to benefit"; MW dates the verb back to 1549. The sentence may strike the wrong chord with you, but it is correct.

Question

Could you comment on the acceptability of *reflectorization* in the sentence below? The word isn't in the dictionary, yet it's used widely in transportation to refer to the application of reflective material to equipment (e.g., railway-related) for safety purposes.

> The department continues to progress this matter at a high priority and, given the magnitude of change and rule harmonization required for reflectorization of every rail car in use between the U.S. and Canada, it is being progressed as quickly as possible.

—Federal agency editor, Ottawa

Answer

Yikes! We're talking sharp nails on a huge blackboard here! *Reflectorization* is the mutant offspring of an act of verbing (in which the noun *reflector* becomes *reflectorize*) followed by an act of nouning (in which *reflectorize* does the noun suffix *-ation*).

Yet given the context, *reflectorization* is the right word to use. Jargon words like this readily spring up to meet a need—in this case, the need for a concise way of saying "the application of reflective material." Once a jargon word takes hold in a certain field, it may quickly become acceptable. Changing *reflectorization* in a document intended for knowledgeable readers who know the word's meaning would be misguided.

Curiously, the word that piqued my interest in your sentence was *progress*. It sounded strange to me used as a transitive verb, and I was sure it was an error. To be certain, I checked the dictionary and found, to my astonishment, that I was wrong: *progress* is listed as a transitive verb. Who knew?

[Note: Since receiving the above email, I've used the sentence in some of my usage workshops. Nearly everyone—crack editors, writers and translators included—thinks *progress* is used incorrectly. It's a lesson to us all: when in doubt about usage, check the dictionary; when not in doubt…check the dictionary.]

Question

How would you punctuate the following sentence?

> Watch how people behave together, for example, how close they stand when they speak to each other.

Assume you can change nothing except punctuation, if change is necessary at all. No words can be added.

—Freelance editor, Vancouver

Answer

An intriguing question, and intriguingly strict instructions! I would change the first comma to a dash:

> Watch how people behave together—for example, how close they stand when they speak to each other.

I'd make the change (and justify it to the author, who I sense wants as little editorial interference as possible) because I stumbled over the sentence the first time I read it. The comma in front of *for example* in the original leads the reader to think that "how people behave together" is one example of a thing to watch, to be followed by a second example of another thing to watch. I expected a sentence like this:

> Watch how people behave together, for example, and how they speak to one another.

Setting off *for example* with a pair of commas presents the phrase as a parenthetical element that could be pulled from the sentence without skewing the meaning.

In your sentence, however, *for example* is not parenthetical. Rather, it introduces a distinct second part of the sentence (the example), which elaborates on the first part of the sentence (the independent clause). The punctuation should prepare the reader for that.

PS. If the text is formal or academic, a colon would do just as well as a dash.

Question

In recent years I've noticed a strange use of the expression *as such* in translations and English-language publications. It's being used as a substitute for *therefore*, and neither I nor my experienced colleagues can understand why. Here's an example:

> I would be grateful if you would reconsider her application and, as such, grant her the $2,980 benefit.

Have you encountered this phenomenon, and if so, do you think it's proper English?

—Provincial government translator, Fredericton

Answer

You are quite right that there's a growing tendency to use *as such* as a nonstandard synonym for *therefore*. This misuse is dissected in satisfying detail in two recent usage guides: *Garner's Modern American Usage* (3rd ed.) and the *Oxford Guide to Canadian English Usage* (2nd ed.).

As Bryan Garner points out, *such* is a pronoun that requires an antecedent. Here's one correct example of *as such* that he provides:

> I saw in this a threat to the British way of life, but I saw also that my seeing it as such was nonsense. (Anthony Burgess)

The pronoun *such* has a clear antecedent: the noun *threat*. Garner then notes:

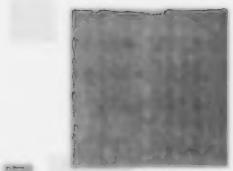
> …[S]ome writers faddishly use *as such* as if it meant "thus" or "therefore"…. This misuse is perhaps a slipshod extension from correct sentences such as the following, in which *icon* is the antecedent of *such*, but the sentence could be misread in such a way that *as such* would mean "therefore": "She will become an icon; as such, she will be a role model for years to come."

The *Oxford Guide to Canadian English Usage* echoes Garner's points but adds:

> While this use [to mean "therefore" or "this being so"] is far too common in academic writing to be labelled nonstandard, it is often awkward, particularly after the conjunction *and*.

This is an interesting comment. It acknowledges that the criticized usage is widespread, but at the same time suggests that because the spread has occurred among educated writers, the misuse can't be fully condemned. Reading between the lines, we might infer that the new use is inching its way toward acceptability.

For now, I'd suggest that the safest course is to accept that the misuse of *as such* is still generally frowned upon by usage authorities. Stick with the well-established, grammatically defensible usage and leave the newly emerging one to emerge on its own, minded by careful (and yes, occasionally scornful) English enthusiasts. ■



Les centres de jurilinguistique au Canada

Canada's jurilinguistic centres

François Blais

Translation: Johanne Kratz

Le droit au Canada : un contexte unique

Au Canada, il existe deux grands systèmes de droit, à savoir la common law et le droit civil. Ces systèmes se subdivisent en quatre sous-systèmes juridiques : la common law en anglais dans neuf provinces et trois territoires, et le droit civil en français au Québec; le droit civil s'exerce aussi en anglais au Québec et la common law en français dans le reste du pays. Les termes juridiques de la common law sont issus du franco-normand instauré par Guillaume le Conquérant; avec le temps, ils sont devenus des termes anglais. Si bien qu'au Canada, quand on a commencé à enseigner la common law en français – voilà un peu plus de trente ans –, le vocabulaire de la common law n'existait pas dans la langue de Molière. Il y avait en fait très peu d'ouvrages de common law en français. Soucieux de combler cette lacune, le ministère de la Justice du Canada a mis sur pied le Programme national de l'administration de la justice dans les deux langues officielles – aujourd'hui connu sous le titre de Promotion de l'accès à la justice dans les deux langues officielles (PAJLO). Le PAJLO a consacré une part importante de ses ressources à la normalisation de la terminologie française de la common law. C'est également dans le cadre de ce programme qu'ont été créés les quatre centres canadiens de jurilinguistique. Au fil des ans, les centres ont poursuivi les travaux de normalisation, et des collaborateurs se sont joints à eux, dont le Bureau de la traduction. Le mode de fonctionnement a certes évolué, et chaque partenaire s'est rapidement adapté selon son expertise dans les divers domaines juridiques.

Quatre centres au pays

Montréal – Institué en 1975 par le professeur Paul-André Crépeau, le premier centre, le Centre de recherche en droit privé et comparé du Québec (CRDPCQ), se trouve à l'Université McGill. Il a pour mission de développer et de promouvoir la tradition civiliste canadienne dans une perspective comparatiste. Le Centre réunit juristes et chercheurs du Québec et d'ailleurs, qui ont pour but de raviver la recherche théorique relative aux institutions fondamentales du droit privé québécois. Au cours des ans, le droit privé québécois a été fortement influencé par les provinces et territoires de common law. Il a gardé son assise, le droit civil, à laquelle se sont greffées ces influences. Le droit privé québécois constitue donc un modèle de cohabitation de différentes traditions juridiques. Sa nature essentiellement bilingue illustre la

The law in Canada: a unique context

Canada has two major legal systems: common law and civil law. The two systems are divided into four legal sub-systems: common law practised in English in nine provinces and three territories, civil law practised in French in Quebec, civil law practised in English in Quebec, and common law practised in French in the rest of Canada. The legal terms used in common law come from the Norman French introduced by William the Conqueror; over time, these terms became English terms. As a result, when common law was first taught in French in Canada—a little over 30 years ago—the language of Molière did not have a common-law vocabulary. In fact there were very few common-law works in French. With a view to filling that gap, Justice Canada set up the Program for the Integration of Both Official Languages in the Administration of Justice, now rebaptized as Promoting Access to Justice in Both Official Languages (PAJLO). PAJLO has devoted a significant portion of its resources to standardizing the French common-law terminology. Moreover, four Canadian jurilinguistic centres were also created under this program. Over the years, the centres have been busy standardizing French common-law terminology and have acquired partners, including the Translation Bureau. The way of working has certainly changed, but each partner has quickly adapted according to its particular expertise in various areas of the law.

Four Canadian centres

Montréal – Founded in 1975 by Professor Paul-André Crépeau, the first centre, the Quebec Research Centre of Private and Comparative Law (QRCPCL), is part of McGill University. Its mission is to develop and promote the civil tradition in Canada from a comparative perspective. The Centre brings together legal scholars and researchers from Quebec and elsewhere whose goal it is to fuel theoretical research on the fundamental institutions of Quebec private law. Over the years and centuries, Quebec private law has been heavily influenced by the common-law provinces and territories. While it has preserved its foundation, civil law, Quebec private law has been moulded by common-law influences. Quebec private law is therefore a living model for the co-existence of two distinct legal traditions. Its essentially

pertinence d'un tel modèle dans le contexte d'une mondialisation grandissante. L'ambitieux programme du CRDPCQ poursuit divers axes de recherche dénotant tous une compréhension dialogique des rapports entre le droit local et l'ordre juridique mondial. Les projets de ce centre, que ce soit le *Traité de droit civil* ou les éditions critiques et historiques du *Code civil*, les projets de terminologie juridique dont le *Dictionnaire de droit privé* et les lexiques bilingues, ou encore son projet sur l'enseignement transsystémique, ont donc tous pour mission de développer de nouvelles approches théoriques au droit privé fondamental.

Moncton – Le Centre de traduction et de terminologie juridiques (CTTJ) a, pour sa part, été créé en 1979 par la Faculté de droit de l'Université de Moncton. Son rôle est d'appuyer la mise en œuvre du bilinguisme juridique dans les provinces et territoires canadiens de common law. Mû par l'importance de sa mission auprès des collectivités francophones du Canada, le CTTJ a pris un essor rapide au point de faire maintenant autorité à l'échelle internationale en matière de common law en français. Il joue aussi un rôle clé au sein du réseau d'organismes voué à la Promotion de l'accès à la justice dans les deux langues officielles, grâce au soutien financier du ministère de la Justice du Canada. Le CTTJ continue donc sa collaboration, de concert avec ses partenaires, aux travaux de normalisation de la common law en français. En outre, ses activités de recherche terminologique lui permettent d'enrichir sa banque JURITERM et le *Juridictionnaire*, outil d'aide à la rédaction de *TERMIUM Plus®*, la banque de données terminologiques et linguistiques du gouvernement du Canada. Le CTTJ fournit également des services d'appui ponctuels par téléphone ou par courriel ainsi que des services de révision terminologique et linguistique. La publication régulière des *Actualités jurilinguistiques* et de listes bibliographiques est le fruit d'une veille documentaire qui a été instituée pour répondre expressément à la demande maintes fois répétée des jurilangagiers : assurer une meilleure circulation de l'information. Enfin, le CTTJ fournit des services de traduction et de révision proprement dits.

Ottawa – Le troisième centre canadien de jurilinguistique est le Centre de traduction et de documentation juridiques (CTDJ); il a vu le jour en 1981 à l'initiative de l'Université d'Ottawa et de l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario. Situé sur le campus de l'université, le CTDJ a pour mandat de créer la documentation juridique nécessaire à l'exercice du droit et à la prestation de services juridiques en langue française, d'abord en Ontario, puis dans les autres provinces et territoires de common law. Le ministère de la Justice du Canada lui verse une aide financière dans le cadre du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles. En plus d'effectuer des travaux financés par le Fonds d'appui, le Centre d'Ottawa offre, contre rémunération, des services de traduction et d'aide à la rédaction à la communauté juridique; il fournit également des services

bilingual nature makes it a relevant model in an era of growing globalization. The Centre's ambitious research program focuses on various axes, all of which reflect an understanding of the dialogue between local law and the international legal order. The goal of all QRCPCL projects—the *Treatise of Civil Law*, the historical and critical editions of the *Civil Code*, legal terminology projects such as the *Private Law Dictionary* and bilingual glossaries, or transsystemic legal education—is to develop new theoretical approaches to fundamental private law.

Moncton – The Centre de traduction et de terminologie juridiques (CTTJ) was established in 1979 by the Université de Moncton's Faculty of Law. Its role is to further the implementation of legal bilingualism in Canada's common-law provinces and territories. Driven by its mission to serve Canada's Francophone communities, the CTTJ has quickly grown to become an international authority on common law in French. It also plays a vital role within the network of organizations devoted to Promoting Access to Justice in Both Official Languages, thanks to financial assistance from Justice Canada. In collaboration with its partners, the Centre continues to participate in standardizing common-law vocabulary in French. Among other things, its terminological research activities allow it to expand its terminology data bank JURITERM and the *Juridictionnaire*, a tool that can be accessed through *TERMIUM Plus®*, the Government of Canada's terminology and linguistic data bank. The CTTJ also provides on-demand support services by telephone or email, as well as terminological and linguistic revision services. The regular publication of *Actualités jurilinguistiques* and bibliographies is the result of a literature watch introduced specifically in response to repeated requests from jurilinguists to improve the flow of information. Lastly, the CTTJ also provides translation and revision services.

Ottawa – The third Canadian jurilinguistic centre is the Centre for Translation and Legal Documentation (CTLD). It was founded in 1981 thanks to the initiative of the University of Ottawa and the Association des juristes d'expression française de l'Ontario. Located on the campus of the University of Ottawa, the CTLD has the mandate to create the legal documentation necessary to practise law and provide legal services in French, first and foremost in Ontario, but also in the other common-law provinces and territories. The Centre receives financial assistance from Justice Canada through the Access to Justice in Both Official Languages Support Fund. In addition to carrying out work under the Support Fund, the CTLD provides the legal community at large with translation and writing services for payment, as well as offering documentation and terminological information

gratuits de documentation et de renseignements terminologiques. Mettant à profit l'informatique et la grande expertise de son personnel de juristes-traducteurs, le Centre a pu, avec le temps, exercer des activités de grande portée et produire une longue liste de travaux dans le domaine de la common law en français. Fait à noter, le CTDJ collabore lui aussi, avec le Bureau de la traduction et les autres centres, aux travaux de normalisation du vocabulaire français de la common law. Il continue à traduire les arrêts de la Cour d'appel de l'Ontario et assure des services d'appui ponctuels à la révision et à la rédaction. Le CTDJ procède, cette année, à une refonte de l'ouvrage *La procédure civile en Ontario*.

Saint-Boniface – Enfin, l'Institut Joseph-Dubuc (IJD), fondé en 1984, constitue le centre de ressources pour les juristes d'expression française dans l'Ouest canadien. Pendant près de deux décennies, l'Institut a offert des services divers, y compris des services de traduction et des services juridiques à la communauté. En 2002, il s'est livré à un examen en profondeur de son fonctionnement et de ses activités. C'est ainsi qu'il a décidé d'axer ses efforts sur la formation linguistique continue à l'intention des juristes d'expression française de l'Ouest et du Nord canadiens, ainsi que des provinces de l'Atlantique et, parallèlement, de poursuivre l'élaboration d'outils de travail. Le virage pris par l'Institut a été conforté par le succès retentissant du Projet pilote – Formation en français juridique pour l'Ouest et le Nord canadiens. L'IJD donne des séances en terminologie juridique, principalement dans le domaine du droit pénal, dans le cadre du Programme national de formation en terminologie juridique. Ces cours sont dispensés dans 12 villes canadiennes et ont comme clientèle des procureurs de la Couronne, des juges, des greffiers et greffières ainsi que d'autres auxiliaires de la justice. L'Institut offre, sur demande, d'autres séances en terminologie juridique à une clientèle diversifiée qui comprend principalement des associations de juristes d'expression française, des cabinets privés et autres regroupements, tels la police de la Ville de Winnipeg et des traducteurs. De plus, l'Institut publie régulièrement ses « juricourriels », des résumés de décisions originaux et des points de langue. Finalement, il fait la compilation de lexiques en tirant la terminologie des ressources existantes et donne accès à sa bibliothèque.

L'union fait la force

En février 2009, les quatre centres ont convenu de créer un réseau afin de mettre leurs ressources à la disposition les uns des autres. En fait, les centres vont collaborer à la réalisation de quatre projets, dont la sélection a été motivée par la volonté de mettre en commun l'expertise des quatre centres, au profit des utilisateurs de leurs produits et services.

services free of charge. By leveraging information technology and tapping into the high level of specialization of its staff of legal experts and translators, the Centre has, over the years, carried out some major activities and produced a long list of works in the field of common law in French. In addition, the CTLD, in partnership with the Translation Bureau and the other centres, also contributes to the standardization of common-law vocabulary in French. It translates the decisions of the Court of Appeal for Ontario and provides revision and writing services upon request. This year, the CTLD is completely updating the French edition of *Ontario Civil Practice*, *La procédure civile en Ontario*.

Saint-Boniface – Last but not least, the Institut Joseph-Dubuc (IJD), founded in 1984, is a resource centre for French-speaking legal practitioners in Western Canada. For almost two decades, the IJD has been offering various services, including translation and legal services, to the community. In 2002, it conducted an in-depth review of its operations and activities. As a result, it decided to focus its efforts on providing continuing language training for Western and Northern Canada's French-speaking legal practitioners, as well as those from the Atlantic provinces, and to continue developing work tools. This shift was confirmed by the enormous success of the French legal terminology training for Western and Northern Canada pilot project. The IJD gives workshops on legal terminology, mainly in criminal law, as part of its national legal terminology training program. The courses are taught in 12 Canadian cities and attract Crown counsel, judges, clerks of the court and other officers of the court. On request, the IJD also provides other workshops on legal terminology to a varied clientele, which mainly includes associations of French-language legal practitioners, law firms and other groups and organizations, such as translators and the Winnipeg Police Service. The IJD regularly publishes its "Juricourriels," original summaries of decisions and articles on language issues. Lastly, it compiles glossaries, extracting terminology from existing resources, and provides access to its library.

Strength in numbers

In February 2009, the four centres agreed to create a network in order to make their resources available to one another. In fact, the centres will work together on four joint projects, the selection of which was motivated by the desire to share the centres' expertise for the benefit of those who use their products and services.

Plus précisément, les centres ont désigné un chargé de projet pour chacune des quatre initiatives entreprises. Jouant essentiellement le rôle de champion, celui-ci doit voir à la mise en œuvre efficace du projet et, de ce fait, rendre compte de son avancement. En tout état de cause, les trois autres centres sont aussi directement impliqués dans la conduite des projets. Un comité de travail est établi pour chacun; il se compose d'un représentant du centre assumant le rôle de chargé de projet, ainsi que d'un représentant de chacun des trois autres centres.

Les projets conjoints

La normalisation – Le premier projet porte sur la normalisation du vocabulaire français de la common law, volet mené par le CTTJ de la Faculté de droit de l'Université de Moncton. Les centres contribuent à l'élaboration d'un vocabulaire précis et uniforme par leur participation au Comité de normalisation de la common law en français. Outre les quatre centres, on y retrouve le Bureau de la traduction (Travaux publics et Services gouvernementaux Canada) et le ministère de la Justice du Canada. Les centres sont chargés de préparer les dossiers relatifs à chaque terme soumis à des fins de normalisation, en plus de siéger au Comité de normalisation. Le Comité cible un ou deux domaines du droit à la fois. À ce jour, il a couvert les domaines de la preuve, des biens et successions, des fiducies, des délits et contrats, ainsi que des sûretés. Le domaine retenu pour les prochains exercices est le droit de la famille. Une fois que le Comité a normalisé un terme, celui-ci est inclus dans les outils de référence publiés par les centres et par le Bureau de la traduction. Les gouvernements, dont le gouvernement fédéral, s'engagent à faire usage des termes normalisés dans leurs textes législatifs et leurs publications. Cet usage s'étend en outre à d'autres institutions comme la Cour suprême du Canada, qui emploie aussi les termes normalisés dans ses documents.

La formation – La formation offerte par l'IJD du Collège universitaire de Saint-Boniface constitue le deuxième des quatre projets des centres. Par l'entremise de l'IJD, on offre une formation aux intervenants dans le domaine de la justice afin de leur permettre de parfaire leur maîtrise du discours de la common law en français ou du droit civil en anglais. Cette formation vise la magistrature, les avocats en pratique privée ou attachés à la fonction publique (procureurs, conseillers, avocats de l'aide juridique, etc.), de même que le personnel des tribunaux, tels que les greffiers, les sténographes, les commis aux greffes et les agents de probation. Il est à noter qu'il s'agit d'une formation appliquée et adaptée au profil des participants. Les centres préparent le matériel didactique et développent l'approche pédagogique. Cette démarche repose sur une mise à jour constante du matériel didactique.

More specifically, the centres have appointed project managers for each of the four initiatives. Essentially acting as a champion, each project manager oversees the effective implementation of one project and reports on its progress, with the three centres not managing the project nonetheless also being directly involved in the project. Each project also has a working committee, made up of a representative of the project manager centre and one representative from each of the other three centres.

Joint projects

Standardization – The first joint project deals with the standardization of French common-law vocabulary and is led by the CTTJ at the Université de Moncton's Faculty of Law. Through their participation in the committee for the standardization of French common-law terminology, the centres are contributing to the compilation of a precise, standard vocabulary. Apart from the four centres, the standardization committee includes the Translation Bureau (Public Works and Government Services Canada) and Justice Canada. The centres are tasked with preparing terminology case files for each term submitted for standardization and sit on the standardization committee. The committee focuses on one or two fields of law at a time. To date, it has covered evidence, property and estate law, the law of trusts, the law of contracts and the law of torts, and the law of security. In the coming fiscal years, the committee will be focussing on family law. Once the committee has standardized a term, the term is included in the reference tools published by the centres and the Translation Bureau. Canadian governments, including the federal government, have committed to using the standardized terms in legislation and publications. The use of standardized French terms also extends to other institutions, such as the Supreme Court of Canada, which uses these terms in its documents.

Training – The second of the centres' four joint projects is the training given by the IJD at the Collège universitaire de Saint-Boniface. Through IJD, the centres train professionals working in the area of justice to allow them to improve their French common-law and English civil-law language skills. Courses are geared to the judiciary, lawyers in private practice or in the employ of the public service (counsel, legal advisors, legal aid lawyers, etc.), and other professionals working for or with the courts, such as clerks of the court, court reporters, processing support clerks and probation officers. The applied training is adapted to participants' specific needs. The centres prepare the course material and develop the teaching approach. This process relies on the continuous updating of course material.

Le perfectionnement – Le troisième projet vise l'organisation d'un Institut d'été en jurilinguistique, volet mené par le CRDPCQ de l'Université McGill. L'Institut d'été, qui a déjà été tenu trois fois, permet aux rédacteurs de textes juridiques de perfectionner leurs connaissances en jurilinguistique. Bien qu'ils puissent être issus de différents secteurs de la pratique du droit, les participants viennent le plus souvent du milieu de la traduction et de la rédaction juridique. L'Institut leur offre de la formation et des tribunes d'échanges, présente les nouveaux outils mis à la disposition des spécialistes de la jurilinguistique et leur donne l'occasion de réseauter. Il se déplace à travers les différentes régions du pays. En 2009, les centres ont tenu l'Institut d'été le 31 août, à l'Université McGill (Montréal).

Un portail jurilinguistique – Finalement, le CTDJ de l'Université d'Ottawa est chargé de mener à bien le quatrième projet, qui porte sur la création d'un portail Internet destiné à réunir une gamme d'outils jurilinguistiques. D'abord modeste, ce projet est progressivement devenu beaucoup plus ambitieux, car il a pour but de centraliser l'information relative à l'ensemble des produits et services jurilinguistiques, non seulement issus des centres, mais également de tous les intervenants canadiens dans le domaine. À terme, ce portail permettra, entre autres, d'accéder directement à l'ensemble des outils jurilinguistiques numérisés. Il deviendra la vitrine du savoir-faire canadien en matière de jurilinguistique.

Les mots pour le dire

Les centres de jurilinguistique reconnaissent l'importance de coordonner leurs actions. Le travail qu'ils entreprennent est complémentaire et vise des objectifs communs. En travaillant de plus près et en réseau, les quatre centres maximisent leurs efforts afin de contribuer au rayonnement, à l'intérieur des deux grands systèmes de droit, des deux langues officielles du Canada.

Cette démarche conjointe vise à mettre en valeur les réalisations des quatre centres. En conséquence, l'ensemble des praticiens du droit bénéficie, directement ou indirectement, du travail de ces centres, dont l'objectif est de favoriser un discours précis et de plus en plus normalisé de la common law en français et du droit civil en anglais. ■

REMERCIEMENTS : L'auteur tient à remercier les directeurs des autres centres de jurilinguistique du Canada, qui l'ont autorisé à décrire les centres et leurs activités en s'inspirant en grande partie de textes publiés sur leur site Web respectif.

Professional development – The third project involves the organization of the Summer Institute of Jurilinguistics and is led by McGill University's QRCPCL. The Summer Institute, which has been held three times, provides legal drafters with an opportunity to hone their jurilinguistic skills. Although the Institute attracts participants from all areas of legal practice, most work in translation and legal drafting. The Institute offers them training and discussion forums, introduces them to the new tools available to jurilinguistic experts and gives them an opportunity to network. The Summer Institute is a nationwide initiative and, this year, was held on August 31 at McGill University in Montréal.

A jurilinguistic portal – Lastly, the University of Ottawa's CTLD is tasked with completing the fourth project, the creation of a Web portal designed to bring together all jurilinguistic tools. Albeit of modest size to begin with, the project has progressively become more ambitious, as its goal is to centralize information about all jurilinguistic products and services, not only those offered by the centres but those made available by all Canadian jurilinguistic stakeholders. Once completed, the portal will provide direct access to all electronic jurilinguistic tools, thus becoming a showcase for Canadian jurilinguistic know-how.

Finding the words

The jurilinguistic centres recognize the importance of coordinating their work. Their individual efforts complement each other and have common goals. By working together more closely and as part of a network, the four centres are maximizing their efforts to contribute to the visibility of Canada's official languages within the country's two legal systems.

In addition, the four centres' joint endeavour aims to highlight the centres' achievements. Consequently, all law practitioners, directly and indirectly, benefit from the work of the centres, whose aim is to enable an increasingly standardized, precise discourse in matters of common law in French and civil law in English. ■

ACKNOWLEDGMENTS: The author wishes to thank the directors of Canada's other jurilinguistic centres, who allowed him to describe the centres and their activities and to use the descriptions published on their respective websites.

L'inversion dans l'incise

Jacques Desrosiers

Q. *Dans les motifs d'un jugement de la Cour fédérale, on relève à plusieurs endroits la tournure suivante :*

> Or, **le défendeur a-t-il fait remarquer**, c'est aux demanderesses qu'incombe le fardeau de démontrer que demander le statut de résident permanent de l'extérieur du Canada leur occasionnerait des difficultés.
>
> Comme l'agente a appelé les demanderesses pour obtenir plus d'information et corriger le dossier, **le défendeur a-t-il soutenu**, la preuve n'a pas été apportée qu'on leur avait complètement dénié l'occasion d'être entendues.

Cette inversion est-elle acceptable?

R. Elle est aussi inacceptable que le serait dans un dialogue de roman une phrase comme : *Pierre est parti, Marie dit-elle.* On écrit bien sûr : *Pierre est parti, dit Marie* ou *dit-elle.* De la même manière, on n'écrirait jamais *Le taux d'escompte ne sera pas abaissé, le gouverneur de la Banque du Canada a-t-il déclaré.*

Il y a deux façons d'inverser le sujet en français : soit par l'inversion simple (*Il est parti, dit Marie*), soit par l'inversion complexe (*Pierre est-il parti?*). Dans le premier cas, le sujet est simplement placé après le verbe. Dans l'autre cas, il n'y a pas vraiment d'inversion, puisque le sujet reste à sa place, mais il est repris et redoublé par un pronom personnel. Le terme « inversion complexe » est toutefois bien ancré dans la terminologie des grammairiens.

Dans vos exemples, on a donc eu recours à l'inversion complexe. Cette inversion serait de mise, comme on vient de le voir, dans une interrogative, de sorte qu'on pourrait très bien demander :

> ***Le défendeur a-t-il soutenu*** *que la preuve n'a pas été apportée?*

C'est d'ailleurs ce qu'on a fait dans un autre passage du même document :

> ***Un manquement*** *aux principes d'équité et de justice naturelle* ***a-t-il été occasionné*** *par le comportement négligent de l'ancien consultant des demanderesses?*

Mais en ce qui concerne l'incise, non seulement l'inversion simple est bien établie dans l'usage, mais c'est une règle soutenue par de solides raisons.

Premièrement, il est obligatoire en français écrit d'inverser le sujet dans une incise. Ce n'est pas le cas, par contraste, dans l'interrogative : on a le choix de dire *Aimez-vous Brahms?* ou *Est-ce que vous aimez Brahms?* Si bien, comme le font remarquer les Le Bidois dans leur *Syntaxe du français moderne*, que « la seule inversion qui soit obligatoire et absolue, loin d'être comme on pourrait le penser en phrase interrogative, se trouve dans la phrase d'incise[1] ».

Deuxièmement, elle doit être du type simple. Les auteurs de la *Syntaxe* prennent soin de le préciser : « En phrase incise, l'inversion se fait toujours suivant le type simple[2]. » La règle est énoncée aussi dans *L'inversion du sujet dans la prose contemporaine* de Robert Le Bidois : « Si le sujet est un nom, l'inversion se fait suivant le type simple[3]. » La question ne se pose pas en effet pour le pronom, puisqu'on écrirait simplement *dit-elle*. L'auteur rappelle à nouveau quelques pages plus loin « l'impossibilité de faire l'inversion complexe » dans l'incise (p. 200).

Au moins deux autres ouvrages interdisent explicitement l'inversion complexe : la *Grammaire méthodique du français*[4] :

> *Inséré à l'intérieur ou à la fin d'un passage au discours direct…, le sujet de la proposition incise est toujours postposé, qu'il soit pronominal ou nominal* ***(l'inversion complexe étant exclue)***

et le *Précis de syntaxe du français contemporain* de Wartburg et Zumthor[5] :

> *En incise, on pratique en général l'inversion* ***(toujours de type simple)***.

Pourquoi cette contrainte? Il faut comprendre le rôle que joue l'inversion en français. J'ai déjà parlé des divers cas où elle est soit possible, soit obligatoire, dans une chronique sur la locution *non seulement… mais encore*, dans *L'Actualité terminolinguistique*, « *Non seulement* ou le sujet attrapé par la queue[6] ». Par exemple, nous inversons volontiers le sujet dans des phrases telles que *Peut-être viendra-t-il*, parce que l'inversion moule la syntaxe dans une tournure en quelque sorte interrogative, qui exprime mieux le sens « inachevé » de la phrase. Dans de nombreux autres cas, elle joue plutôt un rôle logique, en soudant la phrase avec son contexte antérieur, afin de mieux en faire ressortir la dépendance logique : *Puis arriva le 11 septembre. Aussi faut-il passer à l'action.*

L'incise emprunte à ces deux rôles. Comme l'interrogative, elle constitue un énoncé « inachevé » ou incomplet : *Marie dit* ou *dit Marie* ne veut rien dire en soi; le verbe appelle un complément direct. D'autre part, sans l'inversion, les deux propositions de notre exemple, *Pierre est parti* et *Marie dit*,

n'auraient aucun lien logique; elles seraient simplement juxtaposées : *Pierre est parti, Marie dit*. Et une fois le lien de dépendance effacé, plus rien dans la syntaxe n'indiquerait *qui* déclare que Pierre est parti : Marie ou l'auteur du texte? L'inversion signale que ce n'est plus l'auteur qui parle : la phrase est claire.

Rien n'interdirait jusqu'ici d'avoir l'inversion complexe. Il faut maintenant se rappeler que *Pierre est parti, dit Marie* reproduit en discours direct la phrase *Marie dit que Pierre est parti*. Il est évident que dans le tour indirect la citation occupe la place d'une complétive. En passant au discours direct, elle reste complément du verbe de l'incise, même si elle le précède. Par l'inversion simple, le français cherche à garder le verbe le plus près possible de la citation, c'est-à-dire de son complément.

Une inversion complexe échouerait à réaliser cette tâche. Je cite à nouveau Le Bidois, qui a analysé à fond cette construction : l'inversion simple est de règle parce qu'elle place l'incise « beaucoup plus nettement que ne pourrait le faire l'inversion complexe » dans la dépendance de la citation[3].

Il fallait donc écrire dans nos exemples du début : *Or, a fait remarquer le défendeur. A soutenu le défendeur. A déclaré le gouverneur de la Banque du Canada*. Ou choisir le style indirect : *Or le défendeur a fait remarquer que… a soutenu que…*

Pour les curieux de l'histoire, signalons que l'inversion simple en incise est vieille comme le français. Dans les 4 000 vers de *La chanson de Roland* – XI^e^ siècle! – le verbe *dire* et d'autres verbes déclaratifs introduisent des répliques près de 250 fois. Or le sujet est très souvent inversé, toujours selon le type simple, et même parfois en début de phrase, sans doute sous l'influence de l'allemand d'après les spécialistes[4] :

« *Seignurs* », ***dist Guenes***, « *vos en orrez noveles* » (v. 336)

(= Seigneurs, dit Ganelon, vous en aurez de mes nouvelles)

Respunt Rollant : « *Jo i puis aller mult ben!* » (v. 254)

(= Roland répond : « Moi, je peux très bien y aller! »)

Dans *La chanson de Roland*, même quand le verbe déclaratif a un complément direct, ce complément vient en premier :

Ço dist il reis : « … » (v. 319)

(= Cela dit le roi : « … »)

Dans nos exemples, la citation *est* le complément. Lequel a ainsi gardé sa place depuis toujours. ■

NOTES

1. *Syntaxe du français moderne*, 2^e^ éd., Éditions A. et J. Picard, 1971, t. 2, § 867.
2. *Ibid.*
3. Éditions d'Artrey, 1952, p. 192.
4. Presses universitaires de France, 3^e^ éd., 2004, p. 137.
5. Francke, 3^e^ éd., 1976, § 298.
6. Vol. 35, n° 1. Disponible dans les « Chroniques de langue » sur le site de *TERMIUM Plus®* (http://btb.termiumplus.gc.ca/tpv2guides/guides/chroniq/index-fra.html?lang=fra&lettr=indx_autr11&page=201).
7. *L'inversion*, p. 200.
8. Édition de Pierre Jonin, Gallimard, « Folio », 1979. C'est Pierre Jonin qui a fait les calculs; voir sa préface, p. 40.

Suite de la page 9

Il est aussi invité à assister à des colloques ou congrès tenus par des associations langagières, où il est question des activités et des projets réalisés au Canada et à l'étranger, ainsi que des avancées technolinguistiques dans les industries de la langue. Ces rencontres lui fournissent l'occasion de nouer des liens avec des terminologues de partout dans le monde.

Des ressources précieuses

Le professionnel de la terminologie peut donc compter sur une panoplie de ressources qui l'aideront tout au long de sa carrière à approfondir ses connaissances théoriques et pratiques et à adapter ses méthodes de travail afin d'offrir un service de qualité à la clientèle du Bureau. Par nécessité, le Bureau a su s'adapter au fil des ans. Il a mis en place des ressources qui permettent aux langagiers de divers milieux de parfaire leurs compétences en matière de prestation de services terminologiques dans le contexte d'une évolution constante des méthodes de recherche et des outils de travail et de la diversification des activités et des produits. ■

Continued from page 9

In addition, terminologists are invited to attend symposiums and conferences, organized by associations of language professionals, that cover activities and projects carried out in Canada or other countries or discuss technolinguistic advances in the language industries. These gatherings give terminologists opportunities to establish ties with other terminologists around the world.

Valuable resources

Throughout their careers, terminology professionals have a wide range of resources at their disposal to help them develop their theoretical and practical knowledge and tailor their work methods to provide high-quality service to the Bureau's clients. Out of necessity, the Bureau has had to make adjustments over the years. It has developed resources to enable language professionals in various sectors to develop their skills for delivering terminology services, within a context of continually evolving research methods and work tools and with a view to diversifying activities and products. ■

Le sous-titrage vocal | Voicewriting*

Jean Delisle

Translation: Dennis Maloney, C. Tr.

Une nouvelle profession langagière

Vous avez un intérêt marqué pour la communication et la langue française? La nature vous a gratifié d'une fine acuité auditive, d'une bonne diction, d'une voix posée? Vous êtes doué d'une grande facilité d'élocution et de concentration, d'un esprit vif et d'un bon jugement? Vous êtes titulaire d'un diplôme universitaire en communication, en traduction, en linguistique, en histoire ou dans un domaine apparenté? Vous avez une solide culture générale et aimez être au diapason de l'actualité? Les arcanes de la grammaire française ne vous rebutent pas? Vous gérez bien le stress et pouvez travailler sous pression? Vous sauriez reformuler des paroles en fonction de l'écrit et utiliser une manette de jeu vidéo aux multiples fonctions? Si vous avez répondu « oui » à toutes ces questions, vous avez alors tout ce qu'il faut pour être **sous-titreur vocal**.

Cette profession émergente* est appelée à connaître un grand essor au cours des prochaines années sous l'effet conjugué d'au moins trois facteurs : le vieillissement de la population – près de 25 % des Canadiens de 75 ans et plus souffrent d'une déficience auditive –, les nouvelles exigences du CRTC, qui impose aux télédiffuseurs de sous-titrer la totalité de leurs émissions aux heures de grande écoute, et la pénurie d'interprètes gestuels et de sténotypistes[1]. Depuis une quinzaine d'années, le Regroupement québécois pour le sous-titrage[2] a cherché à faire augmenter le nombre d'émissions télévisées et de films sous-titrés en français. Depuis 2003, la Cité collégiale d'Ottawa offre un certificat de sténotypie assistée par ordinateur d'une durée de trois ans pour pallier la pénurie de sténotypistes francophones, profession pourtant bien rémunérée, mais les demandes d'inscription ont été insuffisantes pour démarrer le programme.

Deux ans plus tôt, TVA avait accordé 500 000 $ au Centre de recherche informatique de Montréal (CRIM) pour le développement d'un prototype permettant le sous-titrage en direct de bulletins de nouvelles à l'aide de la technologie de reconnaissance automatique de la voix adaptée au français d'ici. Les logiciels sur le marché sont conçus en fonction de l'accent européen. Le CRIM a mis au point

* Il ne sera pas question ici du sous-titrage au cinéma ou dans les salles de nouvelles, ni du sous-titrage en différé d'émissions télévisées, mais exclusivement du sous-titrage vocal en direct de la période des questions à la Chambre des communes.

A new language profession

Do you have a keen interest in communication and the French language? Has nature blessed you with an acute sense of hearing, good diction and an even-toned voice? Do you have good elocution and concentration, a quick mind and sound judgment? Do you have a university degree in communications, translation, linguistics, history or a related field? Do you have a solid all-round education and do you like to be on top of current affairs? Can you deal with arcane French grammar rules? Do you handle stress well and can you work under pressure? Would you be able to rephrase what you hear and use a multi-function video game joystick? If you can answer yes to all of the above, you have everything it takes to be a **voicewriter**.

This emerging profession** is expected to expand considerably in the coming years because of the combined effect of at least three factors: population aging (nearly 25% of Canadians aged 75 or over have a hearing disability), new CRTC requirements that television broadcasters provide closed captioning for all of their programs during peak viewing hours, and a shortage of sign-language interpreters and stenotypists.[1] For the past 15 years, the Regroupement québécois pour le sous-titrage[2] has sought to increase the number of French closed-captioned television programs and films. Since 2003, the Cité collégiale d'Ottawa, a French-language community college, has been offering a three-year certificate program in computer-assisted stenotypy to make up for the shortage of French-language stenotypists. Although this is a well-paid occupation, there have not been enough registrants to make it possible to launch the program.

Two years earlier, French television network TVA allocated $500,000 to the Centre de recherche informatique de Montréal (CRIM)—Montréal informatics research centre—for the development of a prototype that would provide live closed captioning of news bulletins with the help of automatic voice-recognition technology adapted to Canadian French. Since the existing software programs on

* This new profession is also known as *real-time captioning* and sometimes as *respeaking*.

** Subtitling for the cinema or in newsrooms or off-line captioning for television programs will not be discussed here. Only real-time subtitling for Question Period in the House of Commons is described here.

un système de sous-titrage en direct appelé *STDirect*. Ce système, unique en son genre dans le monde francophone, a été utilisé en ondes pour la première fois à TVA en 2004. Il s'agit de titres encodés présentant sous une forme imprimée le dialogue et les effets sonores de la programmation vidéo. Un décodeur est requis pour qu'ils soient visibles sur les écrans de télévision.

Un défi de taille

Ardent promoteur de la langue française sur la scène fédérale, l'honorable Jean-Robert Gauthier, sénateur libéral à la retraite et ex-député, lui-même devenu malentendant à la suite d'une infection virale, a exercé des pressions auprès des instances parlementaires afin de faire sous-titrer les débats à la Chambre des communes. Depuis 1991, le sous-titrage en anglais est réalisé par des sténotypistes, alors que le public francophone peut compter sur des interprètes gestuels. Or, tous les malentendants ne connaissent pas la langue des signes; c'est le cas du sénateur Gauthier. Il leur faut un support textuel. À la demande de la Chambre des communes, le Bureau de la traduction, dont la Direction de la traduction parlementaire et de l'interprétation assure les services d'interprétation et de traduction au Parlement, a participé de 2005 à 2007 à un projet pilote de sous-titrage en direct. Ce projet a été réalisé au CRIM. L'inauguration du nouveau service à la Chambre a eu lieu à l'automne 2007. Il se limite pour l'instant à la période des questions qui a lieu quotidiennement, lorsque la Chambre siège, de 14 h 15 à 15 h du lundi au jeudi et de 11 h 15 à midi, le vendredi. En raison de son expertise linguistique, le Bureau de la traduction a été chargé d'évaluer la qualité du sous-titrage et a travaillé en étroite collaboration avec le CRIM, qui lui transmet des rapports de performance périodiques.

Le défi à relever était énorme : faire en sorte que l'affichage sur la Chaîne d'affaires publiques par câble (CPAC) se fasse avec le moins de décalage possible quand un député intervient en français à la Chambre ou lorsque l'interprétation est faite en français, si le parlementaire s'exprime en anglais. Les obstacles ont été surmontés, la complexité de la grammaire française n'étant pas le moindre. Le signal audio de la Chambre des communes est transmis à Montréal par ligne téléphonique. Dans un studio insonorisé du CRIM (Fig. 1), un sous-titreur assis devant un écran voit l'image de l'intervenant transmis par télédistribution et répète ce qu'il entend. Le système, qui reconnaît sa voix, transcrit ses paroles; le texte qui en résulte est codé puis acheminé par ligne téléphonique à un encodeur de ligne 21 au Parlement. Durée de cet aller-retour : deux secondes. La diffusion des sous-titres sur la CPAC se fait ensuite par télédistribution, ce qui ajoute deux autres secondes environ. Avec en moyenne quatre secondes de décalage, on peut parler de sous-titrage *simultané*, comme on parle d'interprétation simultanée.

the market were designed to recognize European French accents, CRIM developed a live closed-captioning system called *STDirect*. This system, which is one-of-a-kind in the Francophone world, was used in a TVA broadcast for the first time in 2004. Using encoded titles, it displays the dialogue and sound effects of a video program in printed form. A decoder is required to make the dialogue visible on television screens.

A major challenge

The Honourable Jean-Robert Gauthier, a retired Liberal Senator, former Member of Parliament and ardent promoter of the French language, who became hard-of-hearing after a viral infection, put pressure on the parliamentary authorities to have House of Commons debates closed-captioned. Since 1991, English closed captioning has been provided by stenotypists, whereas the Francophone public has been served by sign-language interpreters. Not all hard-of-hearing persons understand sign language, as is the case of Senator Gauthier. They need to be able to read the text of what is said. At the request of the House of Commons, the Translation Bureau, whose Interpretation and Parliamentary Translation Directorate provides Parliament with interpretation and translation services, participated in a live closed-captioning pilot project from 2005 to 2007. CRIM carried out the project, and the new House of Commons service started operating in the fall of 2007. For the time being, it is limited to Question Period, which is held every day when the House is sitting from 2:15 pm to 3:00 pm, Monday to Thursday, and from 11:15 am until noon on Fridays. Because of its linguistic expertise, the Translation Bureau was asked to assess the quality of the closed captioning and worked closely with CRIM, which sent periodic performance reports to the Bureau.

The project was an enormous challenge and involved making sure that the closed captioning was displayed on the Cable Public Affairs Channel (CPAC) with as little time lag as possible when a Member of Parliament spoke in French in the House, or that the interpretation was done into French if the MP spoke in English. The obstacles were overcome, and the complexity of French grammar was by no means the least one. The House of Commons audio signal is transmitted to Montréal over a telephone line. In a soundproof CRIM studio (Fig. 1), a voicewriter seated in front of a screen sees the cable link-transmitted picture of the MP speaking and repeats what the speaker says. The system, which recognizes the voicewriter's voice, transcribes what the voicewriter says, and the resulting text is coded and then sent over the telephone line to the Line 21 encoder in the Parliament buildings. The back-and-forth transmission time is two seconds. The broadcasting of the closed captioning on CPAC is done by cable link, which takes about another two seconds. With an approximate time lag of four seconds, this can be called "simultaneous" closed captioning in the same way as simultaneous interpretation.

Fig. 1 – Les sous-titreurs vocaux travaillent en direct, dans une cabine insonorisée. / Voicewriters providing live closed captioning in a soundproof booth

L'équipe du CRIM n'a pas travaillé en vase clos. Les sourds et les malentendants ont été souvent consultés et tous les clients du CRIM, des télédiffuseurs pour la plupart, ont profité des améliorations successives apportées à l'environnement du sous-titrage. « On a axé nos efforts sur l'intelligibilité du sous-titrage, indique Michel Boissonneault, linguiste et traducteur de formation, ancien professeur de français et gestionnaire du sous-titrage et de l'interprétation visuelle au Bureau de la traduction. Un verbe à l'infinitif peut s'afficher sous la forme d'un participe passé, mais cette erreur grammaticale ne nuit en rien à l'intelligibilité du message. Les sous-titreurs qui travaillent au projet depuis 2005 ont acquis beaucoup d'expérience et sont très bons. » Quand on les voit à leur poste de travail, on pourrait penser que ce sont des interprètes (ils exercent leur métier dans une enceinte insonorisée avec casque d'écoute et micro), mais ils ne réalisent pas un transfert linguistique. Ce sont des intermédiaires entre deux modes d'expression : l'oral et l'écrit.

Lorsqu'un parlementaire de langue anglaise prend la parole à la Chambre, l'interprète de la cabine française entend de l'anglais et reformule du français. Le sous-titreur vocal, lui, entend du français (celui de l'interprète ou d'un orateur francophone) et répète du français. Les interprètes seraient plutôt malvenus de regarder de haut les sous-titreurs et de les affubler du surnom de « perroquet », car, dans l'Égypte ancienne, c'est précisément cet animal qui servait à représenter leur profession. Dans l'antique Carthage (IX^e^ s. av. J.-C.), en effet, il y avait une caste d'interprètes jouissant de privilèges. Ses membres avaient le crâne rasé et portaient en signe distinctif un tatouage représentant un perroquet. Ce perroquet avait les ailes fermées si l'interprète pratiquait une seule langue étrangère ou les ailes déployées s'il en connaissait plusieurs[1].

The CRIM team did not work in isolation. Deaf and hard-of-hearing persons were frequently consulted and all of CRIM's clients, broadcasters for the most part, made use of the successive improvements to the closed-captioning environment. According to Michel Boissonneault, a trained linguist and translator, former French teacher and manager of closed-captioning and visual interpretation services at the Translation Bureau: "We focused our efforts on the intelligibility of the closed captioning. The infinitive form of a verb may display in the past participle form, but this grammatical error in no way jeopardizes the intelligibility of the message. The voicewriters who have been working on the project since 2005 have acquired a lot of experience and are very good." When you see them at their workstations, you may think they are interpreters (they do their work with headphones and microphone in a soundproof enclosure), but they are not making linguistic transfers. They are intermediaries between two modes of expression: oral and written.

When an English-speaking parliamentarian speaks in the House, the interpreter in the French booth listens to the English and reformulates it in French. The voicewriter, on the other hand, listens to the French (the French of the interpreter or of a person in the House speaking French) and repeats the French. However, interpreters would be ill-advised to look down their noses at voicewriters and nickname them parrots because in ancient Egypt, it was parrots that were used to symbolize the interpreter's profession. In ancient Carthage (9th century BCE), there was, in fact, a privileged cast of interpreters whose heads were shaved and bore a distinctive tattoo representing a parrot. This parrot had folded wings if the interpreter worked with a single foreign language and outstretched wings if he or she knew several languages.

L'art du sous-titrage vocal

Qualifier les sous-titreurs vocaux de « perroquets » en croyant qu'ils effectuent bêtement un travail de restitution n'exigeant aucun effort de réflexion serait méconnaître la nature véritable de leur tâche. L'interprète, sitôt le message compris, doit en briser la gangue verbale pour réexprimer la moelle du sens. L'exercice n'est pas facile, tous en conviennent, et cette prestidigitation verbale suscite, à juste titre, l'admiration générale. Le sous-titreur vocal au service de la Chambre des communes est astreint, quant à lui, à une plus grande fidélité aux mots, à une restitution verbatim. Cela ne fait pas pour autant de lui un simple « mâchonneur » de mots, un convertisseur automatique. Ce n'est pas un « robot humain ».

Il lui faut, en effet, bien comprendre les interventions des parlementaires et être particulièrement attentif à la *manière* dont leurs propos sont exprimés, afin de procéder à certaines adaptations au besoin. Dès qu'il se rend compte que le système ne pourra pas traiter correctement tel segment d'un énoncé (mot étranger ou absent de la base lexicale), il doit rapidement contourner la difficulté. Ainsi, le nom du village de Kashechewan au Manitoba risquait fort, à sa première occurrence, d'être confondu avec la province de la Saskatchewan. Une intervention rapide du sous-titreur s'imposait et, habilement, celui-ci lui a substitué la paraphrase équivalente « la communauté autochtone du Nord du Manitoba ». Chaque séquence phonétique doit correspondre à une entrée lexicale dans le logiciel de reconnaissance de la voix. De même, le système pouvait reconnaître facilement le trinôme « la commission Gomery » (inclus dans son dictionnaire), mais « le rapport Gomery » risquait de s'afficher sous la forme « le rapport gomme rit ».

Il faut une grande vivacité d'esprit pour, à l'occasion, employer un générique au lieu d'un spécifique. Le nom d'un touriste mal prononcé par un parlementaire ou inaudible en raison du bruit à la Chambre pourra devenir « cet homme emprisonné au Mexique », par exemple. Le nom d'entreprises et d'associations et les acronymes exigent parfois un traitement semblable. Tout comme les mots anglais. Bugs Bunny sera rendu par « un personnage de dessins animés ». Lorsque le député Denis Coderre a lancé à la Chambre : « C'est une bande de Mickey Mouse! » et « Il se prend pour Forrest Gump avec sa boîte de chocolats », le sous-titreur est intervenu. « On ne va pas répéter ça, explique la sous-titreuse vocale Sophie Leclerc. On essaie d'utiliser des équivalents qui rendent l'esprit des images. Il est vrai qu'on ne reproduit pas toujours la même couleur. » C'est ce qui explique que la version sous-titrée est parfois plus « raffinée » que l'original, qu'elle est d'un niveau de langue plus soutenu. Le sous-titreur, parce qu'il est très attentif à ce qui se dit et qu'il connaît le sujet, s'autorise à corriger des erreurs évidentes. Si l'interprète ou l'orateur parle de *millions* de dollars alors que le contexte indique clairement qu'il s'agit de *milliards*, la faute est corrigée. Il

The art of voicewriting

It would betray an ignorance of the true nature of their work if you were to refer to voicewriters as parrots because you thought they did a mindless recovery task requiring no thinking effort. Whereas, as soon as the message is understood, the interpreter must break through the verbal straitjacket and re-express the core meaning—and everyone agrees that it is not easy to do and this verbal conjuring trick rightly receives general admiration—voicewriters for the House of Commons are required to stay closer to what is said and carry out a verbatim recovery of the spoken words. That does not imply, however, that they are just word "chewers," automatic converters or human robots.

Voicewriters have to have a good understanding of what the parliamentarians are saying and must be particularly attentive to the *manner* in which the words are expressed in order to be able to make any necessary adaptations. As soon as they realize that the system cannot correctly process a particular segment of a statement (a foreign word or a word missing from the basic vocabulary), they have to solve the problem quickly. Thus when the name of the village of Kashechewan in Manitoba came up for the first time, there was a strong chance of its being confused with the province of Saskatchewan. The voicewriter quickly intervened and skilfully substituted an equivalent paraphrase, "the Aboriginal community in northern Manitoba." Each phonetic sequence must correspond to a lexical entry in the voice recognition software application. Similarly, the system can easily recognize the trinomial *la commission Gomery* (included in its dictionary), but *le rapport Gomery* is at risk of being displayed as *le rapport gomme rit*.

Voicewriters have to be quick-witted sometimes and insert a generic form rather than a specific name. For example, the name of a tourist mispronounced by a parliamentarian or inaudible because of noise in the House might be rendered as "this man imprisoned in Mexico." Sometimes acronyms and the names of companies and associations require similar treatment. The same with English words. "Bugs Bunny" will be rendered in French as "a cartoon character." The voicewriter had to intervene when MP Denis Coderre stated in the House: "C'est une bande de Mickey Mouse!" and "Il se prend pour Forrest Gump avec sa boîte de chocolats." Says voicewriter Sophie Leclerc, "We were not going to repeat something like that. We try to use equivalents that convey the spirit of the images evoked in the speaker's words. It is true that we do not always reproduce the same colour of language." For that reason, the closed-caption version is sometimes more "refined" than the original and uses a more formal level of language. Because they are very attentive to what is said and familiar with the topic, voicewriters permit themselves to correct obvious errors. If the interpreter or speaker says "millions" of dollars, when the context clearly means "billions," the mistake is corrected. The same applies

en va de même pour les lapsus : l'ancien premier ministre Paul Martin se verrait restituer son prénom si, par erreur, on lui attribuait celui de Pierre.

Ponctuation et ambiance

Au sous-titreur, on demande aussi d'insérer la ponctuation dans le message défilant sous ses yeux et de recréer, jusqu'à un certain point, l'ambiance qui règne sur le parquet de la Chambre des communes. Comment s'y prend-il? Au moyen d'une manette de jeu vidéo préprogrammée. Outre les principaux signes de ponctuation (? . , !), il peut afficher différents messages ou « événements » tels que [bruit], [voix de l'interprète], [fin de la traduction], [phrase incomplète], etc. Grâce à d'autres boutons, il peut aussi effacer l'écran si des ennuis techniques transforment le texte en gribouillis ou activer diverses fonctionnalités de l'application.

Le sous-titreur doit aussi composer avec la performance et le style des interprètes. Certains sont clairs, fluides, faciles à suivre; d'autres, en revanche, sont plus laborieux et s'expriment de manière hésitante, saccadée. D'autres encore prennent plus de temps pour restructurer les idées d'un orateur et débitent ensuite leur interprétation à vive allure. « Il n'est pas toujours facile de suivre la cadence de certains interprètes, confie l'un des premiers sous-titreurs recrutés par le CRIM en 2005, Simon Dupuis. De même que les interprètes ont leurs députés favoris et leurs bêtes noires, de même les sous-titreurs vocaux ont leurs interprètes favoris. » Il convient d'ajouter à la décharge des interprètes que certains parlementaires ont une vitesse d'élocution très rapide (plus de 130 mots/minute). Impossible de les faire ralentir! C'est aux interprètes et aux sous-titreurs vocaux de s'adapter. Servitudes de ces deux professions qui s'exercent en direct, dans le feu de l'action.

Lorsqu'un parlementaire de langue anglaise choisit de s'exprimer dans la langue de Molière, son expression est parfois boiteuse, approximative, émaillée d'erreurs. Le sous-titreur reformule alors ses propos de façon plus claire et plus concise, sans pour autant en modifier le sens. Et que dire de tous les noms propres et des termes rarement utilisés? « Il y aura toujours des mots hors vocabulaire, mais le système s'adapte et s'enrichit chaque jour », indique la directrice de production du Service de sous-titrage au CRIM, Julie Brousseau (Fig. 2). Cette spécialiste de la reconnaissance de la parole est titulaire d'une maîtrise en linguistique. Elle a travaillé chez Dragon Systems à Boston pour adapter le système commercial DragonDictate au français canadien avant de se joindre à

Fig. 2 – Julie Brousseau, directrice de production, Service de sous-titrage, Reconnaissance de la parole (CRIM).
Julie Brousseau, Production Director, Closed Captioning and Speech Recognition Services (CRIM).

to slips of the tongue. If former Prime Minister Paul Martin were called Pierre by mistake, his correct name would be used.

Punctuation and atmosphere

Voicewriters are also expected to insert punctuation in the text scrolling in front of them and, up to a certain point, to recreate the atmosphere on the floor of the House of Commons. How do they do that? They use a pre-programmed joystick. In addition to the main punctuation marks (? . , !), they can display various messages or "events" such as [noise], [interpreter's voice], [end of translation], [incomplete sentence], etc. Using other buttons, they can also erase the screen if technical problems convert the text into unintelligible scribble, or they can activate other functions of the application.

Voicewriters must also deal with interpreters' performances and styles. Some interpreters speak in a clear flow that is easy to follow, while others have a laboured way of speaking and express themselves in a choppy, hesitant manner. Still others take a longer time to reorganize the speaker's ideas and then produce the interpreted words at rapid-fire speed. "It is not always easy to follow the speaking rhythm of some interpreters," says Simon Dupuis, one of the first voicewriters recruited by CRIM in 2005, "and just as the interpreters have their favourite and least favourite Members of Parliament, so too the voicewriters have their favourite interpreters." However, it should be said in defence of the interpreters that some parliamentarians have a very rapid elocution speed (over 130 words per minute). Since it is impossible to slow them down, the interpreters and voicewriters have to adjust to them. It is a requirement of their jobs and must be done live and in the heat of the moment.

When English-speaking parliamentarians decide to speak in French, their French is sometimes shaky, broken and punctuated by mistakes. So the voicewriter rephrases the person's words more clearly and concisely without changing the meaning. And what do voicewriters do with all the proper nouns and rarely used terms? "There are always words that are not in the vocabulary, but the system adapts and expands the vocabulary every day," explains Julie Brousseau, who is Production Director of CRIM's Closed Captioning Bureau (Fig. 2) and a speech recognition specialist with a master's degree in linguistics. She worked at Dragon Systems in Boston, where she adapted the DragonDictate commercial system to Canadian French before joining the CRIM team, where she

l'équipe du CRIM, où elle a participé à un projet de recherche visant à intégrer la reconnaissance vocale et la traduction automatique. La rapidité phénoménale du système conçu au CRIM tient, d'une part, à la vitesse des nouveaux microprocesseurs et, d'autre part, au stockage de l'information sous forme de graphes à états finis pondérés. « Pour une séquence acoustique donnée, précise Julie Brousseau, le système analyse la probabilité acoustique et la probabilité du modèle de langage, puis établit une pondération entre les deux. Le résultat produit une hypothèse de reconnaissance vocale qui s'affiche à l'écran. » Le tout en une fraction de seconde.

On a du mal à imaginer le niveau de concentration, de coordination et de vivacité d'esprit qu'exige le travail d'un sous-titreur vocal, dont l'ouïe, la vue, la parole et la dextérité sont mises à contribution. Il lui faut accomplir consécutivement ou simultanément de multiples opérations : écouter un message, le répéter intelligiblement, insérer de la ponctuation dans la version écrite défilant devant lui, indiquer un événement, corriger une erreur au passage, trouver un équivalent à un mot étranger ou absent du dictionnaire, surveiller le défilement des trois lignes de textes à l'écran (certaines applications exigent même que le sous-titreur fasse basculer les sous-titres du bas vers le haut de l'écran), et tout cela en direct, dans l'instantanéité de la communication orale et sans filet de sécurité. Il ne peut y arriver sans une intelligence alerte et un vif sujet de la conversation. On comprend que, travaillant en tandem, les sous-titreurs aient besoin de se relayer toutes les vingt minutes, comme les interprètes de conférence.

La séance de sous-titrage proprement dite est précédée d'une étape de « préproduction », comme on dit dans le jargon en usage au CRIM, au cours de laquelle le sous-titreur se renseigne sur les sujets chauds de l'heure les plus susceptibles d'être abordés à la Chambre des communes. Il alimente le vocabulaire de termes nouveaux et actualise le système avant d'entrer en ondes. Tous les soirs, un algorithme procède à un dépoussiérement automatique de sites Web francophones et consigne dans la base lexicale tous les termes nouveaux n'y figurant pas (le nom des membres d'équipages ayant péri dans un accident d'avion, par exemple). Après chaque séance, le sous-titreur fait de la « postproduction » et télécharge ses enregistrements en les comparant à la transcription et il apporte les corrections nécessaires (un accord grammatical, par exemple). Les mots nouveaux sont ajoutés au dictionnaire.

Le système STDirect présente un avantage non négligeable par rapport à la sténotypie : le partage de l'information. Un sténotypiste construit ses propres bases de données et celles-ci ne sont utilisables que par lui seul, tandis que les bases de données de STDirect sont exploitables par tous les sous-titreurs vocaux, à la seule condition que le système puisse reconnaître leur voix. On peut faire un parallèle

participated in a research project set up to integrate voice recognition and machine translation. The phenomenal rapidity of the system designed at CRIM is due in part to the speed of the new microprocessors and in part to storage of the information in finite-state graph form. Julie Brousseau explains, "For a particular acoustic sequence, the system analyzes the acoustic probability and the probability of the language model, then determines a weighting between the two. The result produces a voice-recognition hypothesis that displays on the screen." All of this in a fraction of a second.

It is difficult for us to imagine the level of concentration, coordination and quick-mindedness that the voicewriter's job requires, not to mention good hearing and sight, good speaking ability and dexterity. Voicewriters have to perform many operations consecutively or simultaneously: listen to the message, repeat it intelligibly, insert punctuation in the written version scrolling in front of them, indicate an event, correct an error as the text passes by, find an equivalent for a foreign word or a word not found in the dictionary—and view the scrolling of three lines of text on screen (or the applications even require the voicewriter to toggle the closed captions from the bottom to the top of the screen)—and all of these operations online, at the very instant that the oral communication occurs and without a safety net. You have to have a sharp intelligence and well-developed communications skills to be able to manage it all. Voicewriters work in tandem and understandably need to alternate every 20 minutes, as conference interpreters do.

The actual closed-captioning session is preceded by a pre-production stage, as they say in CRIM jargon. During the pre-production stage, the voicewriters study information on the hot topics of the day that are most likely to be discussed in the House of Commons. They enter new terms in the vocabulary and update the system before going on air. Every evening, the system uses an algorithm to carry out automatic term extractions in French-language websites and enters all of the new terms in the base vocabulary (names of crew members who died in a plane crash, for example). After each session, the voicewriter does post-production work that involves listening again to what was recorded and comparing it with the transcript, and making necessary corrections (grammatical agreement, etc.). New words are added to the dictionary.

A significant advantage of the STDirect system over stenotypy is information sharing. Stenotypists set up their own databases that they alone can use, whereas the STDirect databases can be used by all voicewriters, on the sole condition that the system be able to recognize their voices. A parallel can be drawn with the personal card files that translators used to jealously keep for their exclusive use in

avec les fichiers personnels que les traducteurs gardaient jalousement pour leur usage exclusif et les grandes banques publiques de terminologie aujourd'hui accessibles à des milliers d'usagers.

Un avenir prometteur

Le magazine *L'Express* avait prévu en 1984 que, au tournant de l'an 2000, près de 25 % de la population active exerceraient de nouveaux métiers, et que ces métiers s'appuieraient sur une nouvelle technologie. On avait vu juste. À la liste des nouvelles professions apparues ces récentes années – aquaculteur/te, biogénéticien, cryologiste, concepteur d'animation 3D, créateur de logiciel, infographiste, terminologue – s'ajoute la nouvelle profession de *sous-titreur/euse vocal/e*.

Le sous-titreur vocal est un intermédiaire dans la chaîne de la communication, tout comme le sont l'interprète et le traducteur. Après avoir réussi un examen de français rigoureux et un test de dextérité (manipulation de la manette), il lui faut passer une quarantaine d'heures à apprivoiser l'environnement particulier du sous-titrage avant d'être fonctionnel. Une dizaine d'heures d'enregistrement audio sont nécessaires pour calibrer les modèles acoustiques du logiciel de reconnaissance vocale au timbre de sa voix.

Par la suite, l'apprentissage est continu et, comme pour toute autre profession, l'expérience s'acquiert au fil des années. « Le métier de sous-titreur vocal n'est pas un simple travail occasionnel que l'on peut faire pour payer ses études. Il faut s'y engager dans une perspective de long terme », affirme Karyn Chartrand, qui pratique cette profession depuis 2006. Il est possible de faire carrière comme sous-titreur vocal et il est permis de croire que le nombre de postes va en augmentant. Cette progression suivra le rythme d'implantation de la nouvelle technologie dans les organismes de télédiffusion et de production. Le sous-titrage peut aussi se révéler, accessoirement, un moyen d'apprentissage linguistique pour les nouveaux immigrants.

Au début, le sénateur Gauthier souhaitait que le sous-titrage soit assuré par des sténotypistes et il ne cachait pas son scepticisme à l'égard du sous-titrage en direct par reconnaissance vocale. Son attitude a changé lorsqu'il a constaté la qualité du produit. En deux ans, le taux d'exactitude du sous-titrage de la période des questions s'est constamment amélioré, actuellement, il dépasse en moyenne les 94 %. Une réussite exceptionnelle. La qualité du système STDirect a valu à ses concepteurs plusieurs prix : Prix IWAY (2004), Prix OCTAS (2005), Prix Innovation (2005) et Prix CATA Alliance Innovation (2005).

« Tous les clients ont des besoins spécifiques en matière de sous-titrage, indique Julie Brousseau. Le partenariat que le

Suite à la page 34

days gone by and the large public-access terminology banks that are now available to thousands of users.

A promising future

L'Express magazine predicted in 1984 that by the year 2000, close to 25% of the labour force would be working in new occupations, and that these occupations would be based on new technology. The magazine's prediction was accurate. To the list of new occupations that have come into being in recent years—sea farmer, biogeneticist, cryologist, 3D animation designer, software developer, computer graphics designer and terminologist—we can now add the new occupation of *voicewriter*.

A voicewriter is an intermediary in the communication chain, just like an interpreter or a translator. After passing a rigorous French examination and a dexterity test (handling of the joystick), candidates have to spend about 40 hours familiarizing themselves with the special closed-captioning environment before actually doing the work. They must spend about ten hours making audio recordings in order to calibrate the acoustic models of the voice-recognition software program to their voices.

Thereafter, the learning process is ongoing and, as in any other profession, experience is acquired over time. "The occupation of voicewriter is not a simple casual job that you can do to pay your way through school. You have to make a long-term commitment," says Karyn Chartrand, who has been working in this occupation since 2006. It is possible to go into a career as a voicewriter and to assume that an increasing number of positions will be created. The upward trend will continue in parallel with the adoption of the new technology in broadcasting and production companies. Closed captioning may also prove to be an auxiliary language teaching method for new immigrants.

In the beginning, Senator Gauthier wanted closed captioning to be provided by stenotypists, and he did not hide his scepticism about live voice recognition-based closed captioning. His attitude changed when he saw the quality of the product. In two years, the accuracy rate of closed captioning in Question Period has continually improved. It is currently higher than 94%, an outstanding achievement. The quality of the *STDirect* system has earned several awards for its designers: the IWAY Award (2004), OCTAS Award (2005), Innovation Award (2005) and the CATA Alliance Innovation Award (2005).

"All clients have their own specific closed-captioning requirements," says Julie Brousseau. "CRIM's partnership

Continued on page 34

Carnet techno / Tech Files

André Guyon

Translation: Patrick Beaudry

Le courriel : bénédiction et malédiction

Parfois, les choses changent si vite. Quelques années suffisent…

1994 : Je m'abonne à Internet, j'échange quelques courriels avec des amis branchés, je lis régulièrement tous mes courriels. Quelle merveille!

2009 : L'utilisation de deux merveilles, le téléphone cellulaire et le courriel, a dégénéré au point de rendre la situation presque invivable. Les gens « importants » disposent même d'un outil leur permettant d'alterner entre l'impolitesse sonore et la polissonnerie écrite[1]. Quel paradoxe! Un outil qui combine les deux fonctions, le téléphone « intelligent », permet la sottise la plus honteuse.

Dans le cas du courriel, vous pouvez modifier certaines habitudes et même suggérer à vos contacts de faire de même. Du courriel, je déteste :

- le pourriel
- les canulars
- les messages avec pièces jointes énormes
- les courriels à relais où chacun ajoute un bout à l'histoire et la retransmet à tous

Pourriels

Ne répondez surtout pas. Classez simplement l'auteur dans les expéditeurs indésirables.

Canulars

Procédez de la même façon que pour les pourriels. Dès qu'on vous suggère de faire suivre un courriel, méfiez-vous et lancez une recherche avec le terme « hoax » et l'objet du message, par exemple « hoax rouge à lèvres plomb ». Ces histoires sont parfois si vraisemblables que même un vieux routier de l'informatique peut s'y laisser prendre à l'occasion[2].

Si, malgré tout, vous tenez à relayer un message…

De grâce! Mettez la liste de vos destinataires en Cci (copie conforme invisible).

Email: At once a blessing and a curse

Sometimes things change almost too quickly…

1994: I sign up with an Internet service provider. I exchange a few emails with friends who are online, and I read all of my emails on a regular basis. This is fantastic stuff!

2009: The use of two marvels of technology, cell phones and email, has degenerated to the point of being almost unbearable. The self-styled "big shots" now have a device that allows them to alternate between being loud and obnoxious on the phone and text-messaging "smart" comments into the ether. Quite the paradox! A device combining two valuable features, the "smartphone," can make idiots of us all.

Some of your habits can be changed, and you could suggest that your contacts do the same. The bane of email is:

- spam
- hoaxes
- messages with large attachments
- email volleys, which are emails forwarded by or replied to by recipients who may or may not have added their two cents' worth

Spam

NEVER reply to spam! Simply add the sender to the Junk email list.

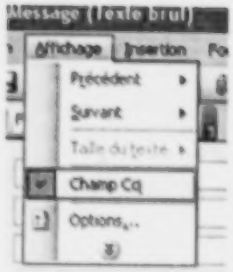
Hoaxes

Proceed in the same way as for spam. If the sender asks you to forward the message, that should raise a red flag. Do a search using the subject line and the word "hoax," e.g. "hoax lead in lipstick." At times, such stories can seem so plausible that even a Web veteran can take the bait.

If you really must forward a message…

Bcc (blind carbon copy) the list of recipients for goodness' sake!

Avec Outlook 2003, dans le menu Affichage, vous pouvez activer l'affichage du champ **Cci**.



Faute de quoi, hélas, les prédateurs textuels vont un jour tomber sur votre merveilleuse chaîne d'entraide, qui contient quelques milliers de noms qu'ils ajouteront à leurs listes d'adresses utilisées par de sinistres expéditeurs de pourriels.

Votre tranquillité et votre adresse courriel ont une valeur marchande de 8 à 12 cents… pour ces naufrageurs du courriel.

Si vous n'avez pas rigolé un bon coup aujourd'hui, puis-je vous proposer un peu de lecture? Vous constaterez à quel point l'imagination humaine est vraiment une richesse naturelle inépuisable, même quand elle s'exprime par la sottise. Rendez-vous aux adresses ci-dessous.

http://www.hoaxbuster.com/
http://www.hoaxbuster.net/

Courriels à relais

Vous savez, ces courriels qu'il faut lire en commençant par la fin, et dont certaines parties imbriquées doivent être relues plusieurs fois…

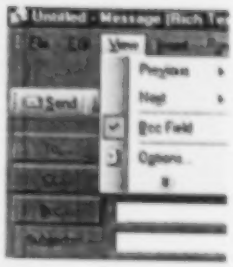
Je suggère d'utiliser plutôt des espaces collaboratifs comme les forums. En général, l'utilisateur peut lire la séquence dans l'ordre de son choix (du plus ancien au plus récent ou vice versa). Je participe à quelques forums. Croyez-moi, quand vous aurez essayé, vous ne voudrez plus revenir aux courriels enchevêtrés d'interventions, d'adresses et d'autres éléments.

SPJ (satanées pièces jointes)

Amis, famille, connaissances… Tout le monde veut vous faire visionner une vidéo ou une présentation géniale. Parfois, ces expéditeurs comprennent mal comment ça marche et ne voient pas qu'oncle Georges vous avait déjà envoyé, à vous aussi, le clip de son chat qui se débouche une bière; ils vous l'expédient de nouveau. Je reçois tout au moins en triple!

Pour ces membres de votre famille et ces amis, créez une règle[1] qui dirige tout le courriel qu'ils vous envoient dans un dossier distinct, et décidez du temps que vous voulez passer à regarder des présentations ou des vidéos, puis supprimez l'excédent en vrac.

Vous pouvez aussi leur suggérer de mettre leurs pièces jointes dans un espace collaboratif[2]. Ainsi, tout le monde ne sera pas forcé de télécharger la pièce jointe. Si on m'indique un lien vers un site de vidéos ou de photos, je peux choisir à l'aide des miniatures ce que je veux télécharger. En outre, quand les cousins de la famille Pasvitevite voudront faire suivre de nouveau le clip envoyé par l'oncle Georges, ils feront simplement suivre le lien.



In Outlook 2003, click the View menu to activate the **Bcc** field.

Otherwise, unfortunately, someday a textual predator will come across your lovely and helpful chain containing thousands of names that can easily be added to spam address lists.

To spammers, your peace and email address have a market value of between 8 and 12 cents.

If you haven't had a good laugh today, may I suggest that you take a few minutes to see just how far the human imagination can go when it comes to pulling legs?

Click :
http://www.hoaxbuster.net/
http://www.hoaxbuster.com/

Email volleys

You know the ones—you have to read them from bottom to top, with certain nested parts that you have to reread a number of times.

I suggest you use collaborative spaces, such as forums. Generally, users can read the sequence in the order of their choice (oldest to newest or vice versa). I participate in some forums. Believe me, once you try them, you won't want to go back to emails that are muddled up with contributions, addresses and other items.

DAs! (damned attachments)

Friends, relatives, acquaintances—they all want you to watch a fantastic video or presentation. Sometimes senders of such things just don't get how it works. They don't notice that Uncle Jonathan already sent you the clip of his cat opening a beer bottle and send it to you again. At the very least, I get everything three times!

For such forward-clicking relatives and friends, create a rule[1] that directs any mail you receive from them to a separate folder, then decide how much time out of your busy life you want to spend watching presentations or videos, and delete the rest.

You could also suggest that they place their attachments in a collaborative space.[2] That way, nobody is forced to download the attachment. If I am sent a link to a video or photo site, I can select what I want to download from the thumbnails. Further, when the Nottoswift cousins decide to forward Uncle Jonathan's new video, they can simply send the link.

Les pièces jointes au bureau

Au travail, Patron 1 envoie une pièce jointe à Patron 2 en lui demandant des commentaires. Patron 2 transfère la pièce jointe à tous ses employés en leur demandant leurs commentaires.

Employé 1 ouvre la pièce jointe et active la fonction de suivi des modifications, puis insère ses commentaires. Il sauvegarde ensuite une copie de la pièce jointe avec ses initiales E1, et il crée un nouveau courriel auquel il joint la pièce pour Patron 2. Ses collègues, Employée 2, Employée 3 et Employé 4, font de même.

Patron 2 doit ensuite ouvrir chaque document, le lire, tenter de le retenir ou l'imprimer s'il a une mauvaise mémoire visuelle. Ensuite, il résume les commentaires ou en discute avec ses employés. Enfin, il reformule le tout à l'intention de Patron 1.

Le même cirque se produit chez Patron 3 et Patron 4. Infernal, mais néanmoins fréquent! Dans ce cas, je propose qu'on mette le contenu sur un espace collaboratif (wiki ou semblable) et qu'on insère des commentaires chacun de son côté. Ensuite, le wiki permet de comparer les versions, donc de voir les interventions de chacun.

Je propose aussi d'utiliser à la fois une page de type wiki et un forum (pour les commentaires et les discussions). On corrige les coquilles, on ajoute des éléments en mode collaboratif, on discute dans le forum. Puis, quand le tout est bien ficelé, on crée un vrai document bien formaté.

Courriels incompréhensibles rédigés par quelqu'un qui divise son attention

Si vous recevez trop souvent, toujours de la même personne, des courriels incohérents qui finissent par quelque chose comme « Envoyé de mon Raspberry », ajoutez une petite mention à la fin des courriels que vous lui envoyez : « Envoyé pendant que je ne fais rien d'autre ». Certains comprendront. Pour d'autres, c'est peine perdue. ■

NOTES

1 Les gens qui tapent des courriels avec leurs pouces et qui parlent trop fort au téléphone quand ils sont à la banque ou au restaurant pensent montrer leur importance, et pourtant.

2 La dernière fois, c'était le coup des deux lunes (Mars qui apparaît comme une deuxième lune). Dans ce courriel, il n'y avait pas l'élément qui déclenche généralement ma suspicion, comme « Envoyez à tous vos contacts ». J'ai observé la lune pendant quelques minutes vers minuit ce soir-là, puis j'ai ouvert un ordinateur et j'ai ri deux longues minutes tout seul.

3 La façon de procéder varie, hélas, selon le logiciel utilisé.

4 Par exemple, Google permet la création et le partage de documents avec les personnes désignées. Idem pour MSN Messenger.

Attachments in the office

At work, Manager 1 sends an attachment to Manager 2 asking her for comments. Manager 2 forwards the attachment to all of her employees asking for their comments.

Employee 1 opens the attachment, turns on track changes, and inserts his comments. He then saves a copy of the attachment under a new name that includes his initials (E1), and he creates a new email to which he adds this new attachment for Manager 2. His colleagues, Employee 2, Employee 3 and Employee 4, do the same.

Manager 2 must then open each document, read it, try to remember it, or print it if she has a poor visual memory. Then, she summarizes the comments or discusses them with her employees. Lastly, she recasts it all into a new document and sends it to Manager 1 as an attachment.

The same song and dance takes place with Manager 3 and Manager 4. Unbelievably, this happens all the time! Wouldn't it make more sense to place the material in a collaborative space, such as a wiki, that would allow each person to enter comments? Then, using the wiki, you can compare the versions and see everyone's entries.

Another suggestion would be to use both a wiki-type page and a forum at the same time (for comments and discussions). You can correct typos, add elements collaboratively and discuss any issues in the forum. Then, once everything is put together, a real, properly formatted document is created.

Incomprehensible emails drafted by multitaskers

If it seems that you are always receiving incoherent emails from the same person that end with "Sent from my Raspberry," add a small zinger at the end of emails you send to him, such as "Sent while unitasking." Some will get it, others won't—don't even bother trying to explain to those who don't. ■

NOTES

1 People who type emails with their thumbs and talk too loud on the phone when they are at the bank or at a restaurant may think they look important, but in fact...

2 The last time was about the two moons (Mars will look like a second moon). In this message there was nothing to arouse my suspicion such as the telltale "Forward this to everyone you know!" I looked at the moon for a few minutes around midnight that night, then I turned on my computer and had a good long laugh.

3 The way to do this depends on the software used.

4 For example, Google allows you to create and share documents with selected people. MSN Messenger does as well.

Traduire le monde

Andre Racicot

Les Nations Unies

Nommez un insecte comptant 192 pattes, qui s'assoit sur quinze pattes et s'exprime en six langues. Voilà une description originale des Nations Unies.

Les Nations Unies, avec ou sans *U* majuscule? L'usage de l'organisation diverge de celui des journaux et des dictionnaires, la majuscule étant à l'honneur au sein de l'ONU. C'est l'usage que nous retiendrons pour cet article. Dans la même veine, nous orthographierons *Secrétaire général* avec la majuscule initiale.

Détail intéressant, l'acronyme *ONU* a donné naissance à un adjectif, *onusien*, qui traduit admirablement bien l'abréviation anglaise UN, comme dans *UN Diplomacy*, rendu par *diplomatie onusienne*.

Fondation et États membres

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les Nations Unies ne sont pas la première organisation à réunir l'ensemble des pays de la planète – à quelques exceptions près, que sont le Vatican, les îles Cook et Nioué, sans oublier le Kosovo. La Société des Nations, appelée *League of Nations* en anglais, fut mise sur pied après la Première Guerre mondiale dans le but de préserver la paix. Noble objectif, certes, mais que la crise économique des années 1930 et la montée du fascisme firent voler en éclats.

Cet échec aurait pu sceller le sort de ce type d'organisation. Pourtant, Staline, Roosevelt et Churchill convinrent à la Conférence de Téhéran, en 1943, de créer une nouvelle organisation internationale. Celle-ci s'installa tout d'abord à San Francisco en 1945 avant de déménager ses pénates à New York. Aujourd'hui, les diverses institutions des Nations Unies sont disséminées un peu partout dans le monde, notamment à Genève, siège de l'ancienne Société des Nations, à Nairobi, à Paris et à Montréal, où se trouve l'Organisation de l'aviation civile internationale.

L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité

L'Assemblée générale réunit l'ensemble des membres de l'organisation. Elle est un peu le Parlement de l'ONU; son rôle est d'examiner les questions d'intérêt général, dont le budget et l'admission de nouveaux membres. Cependant, il est parfois difficile pour une assemblée de 192 membres de prendre des décisions et d'être efficace. Les grandes puissances à l'origine de la création de l'organisation ont donc prévu une arène plus restreinte pour les décisions importantes, arène où se déroulent les débats les plus musclés. Il s'agit du Conseil de sécurité, le seul organe ayant des pouvoirs coercitifs. Celui-ci compte quinze membres, dont dix sont élus par l'Assemblée générale pour un mandat de deux ans. Les cinq autres siègent en permanence : la Chine, les États-Unis, la Russie, le Royaume-Uni et la France. Ces derniers disposent du droit de veto sur les décisions du Conseil de sécurité. Le droit de veto, appelé diplomatiquement *règle de l'unanimité* parce qu'elle requiert l'approbation des cinq membres permanents, a toujours été un boulet pour le Conseil de sécurité. En effet, l'obligation d'obtenir le consentement unanime des cinq membres permanents du Conseil entrave considérablement sa capacité à prendre des décisions en temps de crise.

La composition du Conseil de sécurité reflète la situation politique internationale qui existait juste après la guerre, lorsque le Japon et l'Allemagne étaient en quelque sorte au ban de l'humanité. Depuis cette époque, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts, et ces deux pays sont devenus des géants de l'économie mondiale. On s'attendrait par conséquent à les voir siéger de façon permanente au grand cénacle onusien, tout comme l'Inde et le Brésil, par exemple. Mais les tentatives de réforme du Conseil de sécurité visant à admettre un plus grand nombre de membres permanents ont échoué.

Les langues

À l'origine, le français, l'anglais, le russe, le chinois et l'espagnol étaient les langues officielles des Nations Unies; l'arabe a été adopté comme sixième langue officielle en 1973. On voit immédiatement que ce n'est pas le nombre de locuteurs qui compte, mais le rayonnement de la langue. Selon Wikipédia, les six langues officielles de l'ONU sont la langue maternelle ou la langue seconde de 2,8 milliards d'humains en plus d'être la langue officielle d'une centaine d'États.

Les langues de travail sont toutefois l'anglais et le français, avec prédominance du premier, comme on le devine. Il est peu probable que d'autres

idiomes viennent s'ajouter, car la multiplication des langues officielles et des langues de travail peut compliquer grandement les communications, comme l'illustre l'exemple de l'Union européenne, où les langues des pays membres sont toutes officielles, ce qui donne lieu à des possibilités infinies de traduction. Pour le plus grand bonheur des traducteurs et interprètes, certes, mais pas celui des fonctionnaires.

Le Secrétaire général

La langue est un critère d'importance dans le choix du Secrétaire général, qui dirige les Nations Unies. Non seulement celui-ci doit posséder une certaine expérience diplomatique, mais aussi on s'attend à ce qu'il maîtrise plusieurs langues internationales. Imagine-t-on un Secrétaire général ne parlant que le bengali?

Le secrétaire actuel, Ban Ki-moon, de la Corée du Sud, parle l'anglais et le français, en plus de sa langue maternelle, tout comme certains de ses prédécesseurs, Kofi Annan (Ghana), Boutros Boutros-Ghali (Égypte) et Javier Perez de Cuellar (Pérou). Les deux derniers parlaient respectivement l'arabe et l'espagnol, deux langues officielles des Nations Unies.

Les secrétaires généraux viennent toujours de petits pays et jamais des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité ou de grandes puissances. On y verra une certaine sagesse.

Le maintien de la paix

On a souvent l'impression que les Nations Unies ont été expressément créées afin de maintenir la paix. Certes, cet objectif est énoncé dans la Charte des Nations Unies, mais celle-ci mentionne également la sauvegarde du patrimoine mondial (Québec, cela vous dit quelque chose?), l'éradication des maladies, l'aide aux réfugiés, etc.

Le conflit du canal de Suez, en 1956, a permis au ministre des Affaires étrangères du Canada, Lester B. Pearson, de connaître son heure de gloire et de remporter le prix Nobel de la paix. C'est en effet lui qui a eu la brillante idée de proposer l'envoi de Casques bleus, une force internationale, pour qu'ils s'interposent entre les belligérants. Depuis lors, les Casques bleus font recette, au point qu'on les appelle *soldats de la paix*, *peacekeepers* en anglais.

La notion de maintien de la paix comporte certains pièges de traduction. Désignée en anglais sous le nom de *peacekeeping*, il ne faut pas la confondre avec *peacebuilding*, rendue par *consolidation de la paix*. Ce terme désigne l'action menée en vue de définir et d'étayer les structures propres à raffermir la paix afin d'éviter une reprise des hostilités. Ne pas confondre non plus avec *rétablissement de la paix*, *peacemaking* en anglais.

Les Nations Unies mettent à la disposition du public une base de données terminologiques, UNTERM, que les langagiers consulteront avec intérêt à l'adresse suivante : **http://unterm.un.org/**. ■

El Rincón Español

Carolina Herrera

Sobre algunos problemas de terminología en el campo de la seguridad social

El Ministerio de Recursos Humanos y Desarrollo de Competencias de Canadá administra los programas federales que proporcionan prestaciones directamente a particulares. Dos programas integran el primer nivel del sistema de prestaciones de jubilación: el Programa de Seguro de Vejez y el Plan de Pensiones de Canadá.

Canadá mantiene convenios internacionales de seguridad social con varios países, entre los cuales, cuatro son de habla hispana: Chile, España, México y Uruguay. Estos convenios han generado un aumento en la demanda de traducciones de documentos para tramitar el pago de prestaciones.

Es sabido que dada la riqueza del español un texto se puede traducir utilizando terminología y matices muy variados que no están relacionados únicamente con factores geográficos, ya que incluso dentro de una misma empresa u organización dos traductores pueden optar por variantes diferentes de acuerdo a su estilo. En algunos casos se ve la preferencia por un término en determinado país, ya que cada participante en el convenio con Canadá tradujo su propio documento y se basó en su normativa de pensiones correspondiente. El siguiente es un ejemplo de este caso:

EN: contributor

FR: cotisant (n.m.)

ES: cotizante (m./f.) [URUGUAY]; imponente (m./f.) [CHILE]; asegurado (m.) [MEXICO]; contribuyente (m./f.) [ESPAÑA]

En otros casos se ve una variedad terminológica por razones ligadas al concepto de lo "políticamente correcto". El traductor se ve ante el potencial problema de uso discriminatorio del lenguaje al preferir el uso de "inválido" o "incapacitado" en lugar de "discapacitado" para referirse a la capacidad laboral nula o reducida de una persona. Por ejemplo:

EN: disability benefit

FR: prestation d'invalidité (n.f.)

ES: prestación de invalidez (f.); prestación de incapacidad (f.); prestación de discapacidad (f.)

El problema de la elección de uno u otro término no acaba aquí, sino que se puede generar un gran número de términos compuestos y nombres de programas, por ejemplo:

EN: Canada Pension Plan disabled contributor's child's benefit

FR: prestation d'enfant de cotisant invalide du Régime de pensions du Canada (n.f.)

ES: prestación de hijo de imponente inválido del Plan de Pensiones de Canadá (f.) [CHILE]; prestación de hijo de cotizante inválido del Plan de Pensiones de Canadá (f.) [URUGUAY]

Cabe mencionar que la Oficina de Traducciones del Gobierno de Canadá es la única autoridad en la creación de nombres en español para programas y títulos de documentos canadienses. El problema se debe en parte a la ausencia de la terminología oficial en español y las diversas traducciones realizadas en los países que firmaron el convenio con Canadá. La creación de nombres oficiales en español para la normativa canadiense está en proceso pero los documentos en español que utilizan traducciones no oficiales ya se encuentran circulando. Se trata pues de una tarea difícil ya que con el correr del tiempo se arraiga más el uso de las traducciones "no oficiales" y será complicado lograr una normalización en la terminología en lo que respecta al sistema de pensiones de Canadá.

He aquí otros ejemplos:

EN: Canada Pension Plan child's benefits

FR: prestations d'enfant du Régime de pensions du Canada (n.f.pl.)

ES: prestaciones de hijo del Plan de Pensiones de Canadá (f.pl.) [CHILE, ESPAÑA, URUGUAY]; pensión infantil del Plan de Pensiones de Canadá (f.) [MEXICO]

EN: Canada Pension Plan surviving child's benefit

FR: prestation d'enfant survivant du Régime de pensions du Canada (n.f.)

ES: prestación de hijo sobreviviente del Plan de Pensiones de Canadá (f.) [CHILE, URUGUAY]; pensión de orfandad del Plan de Pensiones de Canadá (f.) [MÉXICO]

EN: Canadian old age, retirement and survivors benefits

FR: prestations canadiennes de vieillesse, de retraite et de survivants (n.f.pl.)

ES: prestaciones canadienses de vejez, jubilación y supervivientes (f.pl.) [URUGUAY]; pensión canadiense de vejez, de retiro y de sobrevivientes (f.) [CHILE]

Es evidente que hay una necesidad urgente de normalizar la terminología en este campo ya que este tipo de convenios se podrían firmar en el futuro con otros países. Actualmente los terminólogos y los traductores de la Oficina de Traducciones están trabajando juntos para establecer la terminología de los títulos de programas de la seguridad social canadiense.

En TERMIUM®, la base de datos terminológicos y lingüísticos del Gobierno de Canadá, se encuentran las fichas terminológicas con definiciones, contextos u observaciones que ayudarán a distinguir los matices entre conceptos relacionados. En algunos casos, las fichas ya cuentan con una etiqueta que indica la región geográfica en donde se usa el término. Se espera que, una vez publicada la terminología oficial para la normativa canadiense, se logre más claridad y simplicidad para beneficio de los usuarios y de las entidades que administran los programas de seguridad social. ■

Suite de la page 27

CRIM a conclu avec le Bureau de la traduction et la Chambre des communes en vue de sous-titrer la période des questions a permis de faire des avancées technologiques importantes, car la pression était forte pour atteindre un niveau de performance élevé. Le contexte d'utilisation se prêtait bien au développement de cette technologie novatrice. » Il est maintenant question d'un essaimage, c'est-à-dire de la création d'une entreprise de service de sous-titrage en direct, ce qui devrait contribuer à mieux faire connaître cette nouvelle technique et à en répandre l'usage. Il n'est pas dans le mandat du CRIM, institut de recherche d'abord et avant tout, de commercialiser de tels services. Il n'est pas dit qu'un jour le Bureau de la traduction n'aura pas lui aussi une équipe permanente de sous-titreurs vocaux. Après tout, la Chambre des communes n'est-elle pas la seule institution au pays à présenter ses débats sous-titrés *en direct* dans les *deux langues officielles*? ■

NOTES

1 Voir « La sténotypie, vous connaissez? », dans *Circuit*, n° 31, 1990, p. 21-22.

2 Organisme à but non lucratif qui, depuis 1992, travaille à promouvoir le sous-titrage en français et à sensibiliser les intervenants à son importance ainsi qu'aux besoins des personnes sourdes et malentendantes en matière d'accès au sous-titrage. Au Québec, on dénombre plus de 600 000 personnes sourdes ou malentendantes.

3 Il faut sans doute y voir le premier mode de classement des interprètes. Par ailleurs, les consécutivistes ayant travaillé à la Société des Nations et qui s'opposaient farouchement à l'interprétation simultanée, qualifiaient avec mépris les simultanéistes de « téléphonistes ».

Continued from page 27

with the Translation Bureau and the House of Commons for the purposes of providing closed captioning for Question Period has contributed to significant technological advances because of the considerable pressure to achieve a high level of performance. The context for using closed captioning was highly conducive to the development of this innovative technology." Now it is a question of expanding, in other words, setting up a live closed-captioning service company, which should help to raise awareness of this new technology and expand its use. It is not within the mandate of CRIM, which is first and foremost a research institute, to commercialize such services. However, that does not prevent the Translation Bureau from having a permanent team of voicewriters one day. After all, is not the House of Commons the only institution in Canada to broadcast its debates using *live* closed captioning in *both official languages*? ■

NOTES

1 See the article "La sténotypie, vous connaissez?" in *Circuit* magazine (OTTIAQ), No. 31, 1990, pp. 21–22.

2 A not-for-profit organization that since 1992 has actively promoted French closed captioning and sought to make stakeholders more aware of the importance of closed captioning and the need for deaf and hard-of-hearing people to have access to it. In Québec, there are more than 600 000 deaf or hard-of-hearing people.

3 This was probably the first method of classifying interpreters. Moreover, consecutive interpreters who worked at the League of Nations and were fiercely opposed to simultaneous interpretation used to contemptuously refer to the simultaneous interpreters as "switchboard operators."

Words Matter

Barbara McClintock

From *book crossing* to *wikis*

Read a good book lately? Pass it on.

Book crossing, called *livre voyageur*, *libérez un livre* or *passe-livre* in French,[1] is the practice of leaving books in a public place to be picked up by others, who might not otherwise have access to the books, to encourage them to read. According to Wikipedia, the term is derived from bookcrossing.com, a free online book club that makes it possible to register books and trace their paths. The popularity of book crossing has grown, spawning blogs, forum discussions and annual conventions throughout the world.

Flashmobs and carrotmobs

You may have heard of *flashmobs* (*TERMIUM Plus*®: *foule éclair* or *rassemblement éclair*): large groups of people who communicate on the Internet to organize mostly silly events in public places. A flashmob paid homage to Michael Jackson by dancing to his music at Montréal's Place des Arts in August this year. *Harper's Magazine* editor Bill Wasik came up with the flashmob concept.[2] Flashmobs are intended to be apolitical, unlike carrotmobs,[3] a term coined last year by Californian environmentalist Brent Schulkin, who also founded a website, carrotmob.org.

Carrotmobbers[4] shop at a small business in large numbers, or a mob, all on the same day. The organizers usually ask the business to invest a proportion of the day's receipts in energy-efficient improvements. For example, a restaurant owner may install a greener heating system and switch to recyclable containers for takeout food and paper cups instead of expanded polystyrene coffee cups.

The idea is to use a carrot rather than a stick to encourage environmentally friendly behaviour. This form of social activism is sometimes referred to as *green shopping* or a *buycott*.[5] *Carrotmobbing* (*événement écoresponsable* or *rassemblement de consommateurs écoresponsables*[6]) takes the flashmob concept one step further. Like a flashmob, people are mobilized on the Internet, but they use their consumer power to make socially beneficial choices.

The "in crowd"

Jeff Howe, contributing editor to *Wired* magazine, coined the term *crowdsourcing* in 2006, referring to a "new pool of cheap labour."[7] The idea is that ordinary people use their spare time to work with companies to create content, do research, etc., sometimes for free. This past summer, two British newspapers, *The Guardian* and *The Telegraph*, launched a new *crowd-sourced* experiment, "Investigate Your MP's Expenses," and asked the public for help in reading thousands of expense reports and related documents posted on their respective websites.[8]

Robbing Peter to pay Paul

The headlines are screaming "Bernard Madoff accused of *Ponzi scheme*." Ponzi schemes are a type of illegal pyramid operation named for Charles Ponzi, an Italian-born swindler, who duped thousands into investing in a postage stamp speculation scheme in the U.S. in the 1920s.[9] I suspect that the term *Ponzi* is used when there are only one or two main perpetrators. A *pyramid scheme* or *opération pyramidale*,[10] on the other hand, is a bigger operation in which recruited investors must then recruit others in order to be paid, and the last members recruited are left holding the (empty) bag.

The highly respected *Le Monde* newspaper recently published an article that referred to a "Ponzi scheme" as a *schéma de Ponzi*.[11] The term *schéma de Ponzi* has been criticized because *schéma* in French does not correspond to *scheme* in English—a deceitful plan or plot. Madoff's scheme was to pay investors with money invested by new clients. It went undisclosed until the 2008 stock market crash, when too many of his clients tried to withdraw their funds. *TERMIUM Plus*® provides a synonym, *Ponzi game*, of which the French translation is *combine à la Ponzi*. Wikipedia uses *chaîne de Ponzi* in French.[12]

What's up with wikis?

Wiki[13] is a term generally used to describe a website that uses wiki software with interlinked pages that can be easily created and edited by visitors. For example, a translation business could support one or more wikis containing information to be shared by all the affiliated translators, such as style sheets for particular clients, specialized glossaries and lists of client preferences. For more information, see *Tech Files* by André Guyon in the September 2009 issue of *Language Update*. ■

NOTES

1 http://en.wikipedia.org/wiki/BookCrossing.

2 http://en.wikipedia.org/wiki/Flash_mob.

3 http://www.guardian.co.uk/environment/2008/sep/18/activists.carrotmobbing.

4 http://www.macmillandictionary.com/buzzword/entries/carrotmob.html.

5 http://en.wikipedia.org/wiki/Buycott.

6 Proposals by the Translation Bureau's SVP Services.

7 "Dirt Cheap Labour" by Stephanie Findlay, *Maclean's*, Aug. 24, 2009, p. 34.

8 http://blogs.journalism.co.uk/editors/2009/06/19/let-the-expenses-data-war-commence-telegraph-begins-its-document-drip-feed/.

9 http://www.sec.gov/answers/ponzi.htm.

10 *TERMIUM Plus*®.

11 http://www.lemonde.fr/le-monde-2/article/2009/06/12/charles-ponzi-maitre-a-rouler-de-madoff_1206326_1004868.html, "Charles Ponzi, maître à rouler de Madoff," by Yves Mamou, June 13, 2009.

12 http://fr.wikipedia.org/wiki/Charles%C3%AEne_de_Ponzi.

13 http://en.wikipedia.org/wiki/Wiki.

Don't throw in the towel!

Ne jetez pas l'éponge!

Paul Leroux

I may be an Anglophone through and through, but my inspiration as a translator is taken from the language of Molière. I have adopted, as my motto, the immortal words attributed to Napoléon: "Impossible n'est pas français." (In the French language, there is no such word as "impossible.")

In this respect, I differ from a lot of my colleagues who, unlike the little engine that could, keep telling themselves, "I think I can't, I think I can't" at a time when a whole nation to the south of us is chanting, "Yes, we can!"

I have witnessed this defeatist attitude all too often among some of my fellow translators. To my dismay, they scratch their heads and shrug their shoulders, instead of using their heads and putting their shoulders to the wheel. For my part, I like nothing better than to be confronted with such challenges, which "translate" into a very interesting career.

When a difficulty arises amid the daily grind of routine (and, let's be honest, humdrum) texts for translation, I become passionate, awake and alive. I cannot rest until I have found a suitable solution, an appropriate answer.

Some may argue that meeting such challenges is "too difficult," a waste of time and money for the Translation Bureau. They believe (wrongly, to my mind) that resolving these difficulties requires too much research. Yet we have access to wonderful tools such as TransSearch, which gives us access to Hansard, with its delightful treasure trove of idiomatic expressions. Hopefully, we also possess a cultural baggage, a body of knowledge, which enables us to give free rein to our imagination and creativity.

I leave defeatists to err on the side of caution, fearful of biting off more than they can chew. I prefer to throw caution to the winds, to have something I can sink my teeth into. As the old saying goes, "faint heart never won fair lady."

I firmly believe that every language has the resources it needs to express any given reality. It is just a matter of trusting its capacities. I refuse to believe that any language is poorer than another, or at a disadvantage. We need only take advantage of the means at a language's disposal.

J'ai beau être anglophone jusqu'au bout des ongles, en tant que traducteur, j'ai emprunté ma devise à la langue de Molière. J'ai fait miennes ces paroles immortelles attribuées à Napoléon : « Impossible n'est pas français. »

Je me distingue en cela de beaucoup de traducteurs qui ont l'air de préférer une autre parole célèbre de Bonaparte… le mot de Cambronne. (Ce qui est pas mal ironique, puisque cette expression était sa réplique à l'invitation à se rendre.)

Combien de fois n'ai-je constaté chez des collègues un esprit démissionnaire! À mon grand désarroi, ils s'arrachent les cheveux au lieu de se creuser les méninges. Moi, au contraire, rien ne me fait plus plaisir que de me faire poser une colle. On pourrait dire que les défis linguistiques « collent » à ma réalité de traducteur!

Lorsqu'une difficulté de traduction surgit au milieu du train-train quotidien des textes anodins – et, disons-le carrément, ennuyeux – je m'emballe, je m'engoue, je me passionne. Je ne m'accorde pas de répit avant d'avoir trouvé la solution, la réponse, qui convient à la situation.

D'aucuns objecteront que les défis « excessivement difficiles à relever » représentent une perte de temps et d'argent pour le Bureau de la traduction. Ils croient (à tort, me paraît-il) que ces difficultés demandent trop de recherche. Nous avons pourtant, à notre disposition, de merveilleux outils tels que TransSearch, qui nous donne accès aux débats de la Chambre des communes, avec tout ce qu'ils contiennent de savoureuses expressions populaires. Nous possédons aussi, espérons-le, un bagage culturel, un fonds de savoir, qui nous permet de donner libre cours à notre imagination et à notre créativité.

Que les démissionnaires se livrent à leurs petits calculs, qu'ils s'en tiennent à leur attitude de comptable! Moi, je préfère adopter une attitude de comte, pour ainsi dire, car j'estime que nous méritons, en relevant de pareils défis, nos lettres de noblesse.

Je crois, dur comme fer, que chaque idiome a les ressources nécessaires pour exprimer quelque réalité que ce soit. Il suffit de se fier au génie de la langue. Je refuse de croire qu'une langue est plus pauvre ou plus démunie qu'une autre. Nous n'avons qu'à tirer profit des moyens dont elle dispose.

It is true that every language has its strengths and weaknesses, its assets and liabilities. English boasts a vast array of onomatopoeias, or words that reproduce sounds. Aboriginal languages establish infinitely more varied nuances among the different types of snow than European languages. I readily admit that. Yet I still remain convinced that we can overcome these obstacles and render concepts proper to other cultures by drawing on the resources of our own.

Let me tell you about a memorable experience I have had in the course of my own career. A colleague of mine was assigned to translate a rap. Intimidated by the scope of the task, she came to me for advice.

I realized right away that a prose translation would be, well, too prosaic. It would not do justice to the nature of the text. We needed to capture the flavour of the original as much as possible, since a rap is both a poem and a song.

We spent about an hour and a half taking the rap apart, comprehending its deeper meaning, entering into its rhythm. Once we had understood what the rap literally said, as well as the images and symbols it used, we could start to find equivalents in French.

I can tell you, with great satisfaction, that when the French rap was finally posted on the Web, it was a thing of beauty, a little gem that faithfully "represented" the source text, without feeling like a translation.

My high-school French teacher had a motto of her own, from Corneille's play, *Le Cid*: "A vaincre sans péril, on triomphe sans gloire." (In English, we would say, "No pain, no gain" or "No guts, no glory.") Forty years later, I am no less certain that she was absolutely right. ■

Il est vrai que chaque langue a ses atouts et qualités, ses lacunes et défauts. L'anglais est doté d'une vaste gamme d'onomatopées, c'est-à-dire des mots qui reproduisent des sons. Comparativement aux langues d'origine européenne, les langues autochtones établissent des nuances infiniment variées entre les différents états de la neige. J'en conviens. Ceci dit, j'ai toujours la ferme conviction qu'il est possible de surmonter ces obstacles, de rendre des notions propres à d'autres cultures en puisant dans les richesses de la nôtre.

Permettez-moi de vous raconter un fait vécu, un moment mémorable de ma propre carrière. S'étant vu confier la traduction d'un rap, une collègue est venue me consulter, intimidée par l'énormité de la tâche.

J'ai compris, tout de suite, qu'une traduction en prose serait trop… prosaïque. Elle ferait une entorse à la nature du texte anglais. Il fallait plutôt reproduire, dans la mesure du possible, la musicalité de l'original, car le rap tient à la fois de la poésie et de la chanson.

Nous avons passé environ une heure et demie à décortiquer le rap, à déchiffrer son mystère, sa signification, à nous imprégner de son rythme. À partir de notre compréhension de son sens littéral, ainsi que des images et symboles employés, nous avons pu commencer à trouver des équivalents français.

Je peux vous dire, avec une immense satisfaction, que le rap français, affiché ultérieurement sur Internet, était de toute beauté, un petit joyau qui rendait justice au texte de départ, sans sentir la traduction et sans être une « belle infidèle ».

Ma professeure de français à l'école secondaire avait, elle aussi, une devise, tirée du *Cid* de Corneille : « À vaincre sans péril, on triomphe sans gloire. » Quarante ans plus tard, je demeure plus convaincu que jamais qu'elle avait parfaitement raison. ■

Index annuel
Annual Index

75e anniversaire du Bureau de la traduction. 6:1:5
75th anniversary of the Translation Bureau. 6:1:5

A

À la recherche du temps perdu. 6:2:8
à même. 6:2:14
à ou ou. 6:3:12
accommodement raisonnable. 6:1:8
action (collective). 6:3:34
AILIA. 6:1:7
as such (as a substitute for therefore). 6:4:13
attachments. 6:4:29

B

beginner translator. 6:3:10
Beijing. 6:1:33
Bombay. 6:1:33
book crossing. 6:4:35

C

Calcutta. 6:1:33
Canada-Africa partnership. 6:2:9
Canadian Language Industry showcase. 6:1:7
carrotmob. 6:4:35
Centre de recherche en droit privé et comparé du Québec. 6:4:14
Centre de recherche en technologies langagières. 6:2:7
Centre de recherche informatique de Montréal. 6:4:21
Centre de traduction et de documentation juridiques. 6:4:15
Centre de traduction et de terminologie juridiques. 6:4:15
Centre for Translation and Legal Documentation. 6:4:15
changement climatique. 6:2:18
closed captioning. 6:4:21
collaborative work. 6:3:31
common law. 6:4:14
Co-op Program. 6:3:8, 6:4:8
Coopération technolinguistique – Afrique. 6:2:9
coordination. 6:1:15
courriel. 6:4:28
CRIM. 6:4:21
crowdsourcing. 6:4:35
CRTL. 6:2:7

D

deuxième plus important, le –. 6:2:20
Dragon (logiciel). 6:2:26
droit civil. 6:4:14
durcir. 6:3:16

E

ellipsis. 6:2:17
email. 6:4:28
emphasis. 6:1:15
en est un de. 6:1:13
endangered species. 6:2:12
espèces en péril. 6:2:12

F

Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013. 6:3:5, 6:4:5
flashmob. 6:4:35
Foire de l'industrie canadienne de la langue. 6:1:7
formation (des terminologues). 6:4:7
formation (des traducteurs). 6:3:7

G

glossaires inuits. 6:2:11

H

harden, to. 6:3:16
headings. 6:1:17
hybride, voiture –. 6:1:11

I

incise. 6:4:19
information, rétention de l'–. 6:1:30
information, retention of –. 6:1:30
injure (ajouter l'insulte à l'–). 6:4:10
innovation. 6:2:5
Institut Joseph-Dubuc. 6:4:16
insulte (ajouter l'– à l'injure). 6:4:10
interpretation. 6:1:21
interprétation. 6:1:21
interprétation parlementaire, Cinquante ans d'–. 6:3:18
interprétation simultanée, évolution de l'–. 6:3:18
Inuit glossaries. 6:2:11
inversion. 6:2:16
inversion (complexe et simple). 6:4:19
isolation. 6:2:17

J

jurilinguistic centres. 6:4:14
jurilinguistique, centres de –. 6:4:14
justification. 6:1:19

K

Kiev. 6:1:38

L

Language Portal of Canada. 6:4:5
Language Technologies Research Centre. 6:2:7
Léxico del Foro Interparlamentario de las Américas. 6:2:24
Léxico do Fórum Interparlamentar das Américas. 6:2:24
lisibilité visuelle. 6:1:17
logiciels libres. 6:1:36

M

Madras. 6:1:33
Moneda, Léxico Trilingüe. 6:1:34
monuments étrangers. 6:3:41
Mumbai. 6:1:33

N

Nations Unies. 6:4:31

O

open source software. 6:1:36

P

parliamentary interpretation, Fifty years of –. 6:3:23
partenariat Canada-Afrique. 6:2:9
Partnership Program. 6:3:8
passive voice. 6:2:16
Pékin. 6:1:33
pièces jointes. 6:4:29
places publiques. 6:3:41
Ponzi scheme. 6:4:35
Portail linguistique du Canada. 6:4:5
possessif. 6:1:28
Programme d'apprentissage TR. 6:3:9
Programme de stages COOP. 6:3:8, 6:4:8
Programme de stages en partenariat. 6:3:8
Proust, Marcel. 6:2:8
puisque. 6:1:28
punctuation. 6:4:13

Q

Quebec Research Centre of Private and Comparative Law. 6:4:14

R

reasonable accommodation. 6:1:8
recherche et développement. 6:2:7
reconnaissance vocale. 6:2:26
recours (collectif). 6:3:34
reculer pour mieux sauter. 6:3:28
reflectorization. 6:4:12
renforcer. 6:3:16
rhythm. 6:3:14
Roadmap for Canada's Linguistic Duality 2008-2013. 6:3:5, 6:4:5

S

subordination. 6:1:15
separation of subject and verb. 6:2:17
simultaneous interpretation, development of –. 6:3:23
Sistema Armonizado de Designación y Codificación de Mercancías. 6:3:43
solar. 6:3:45
sous-titrage vocal. 6:4:21
sous-titreur. 6:4:21
STDirect. 6:4:22
surnoms. 6:2:23
syntax. 6:2:16, 6:3:14

T

terminologie (en interprétation). 6:1:22
terminology (in interpretation). 6:1:22
titres et sous-titres. 6:1:17
TR Learning Program. 6:3:9
traducteur débutant. 6:3:10
training (in terminology). 6:4:7
training (in translation). 6:3:7
travail collaboratif. 6:3:31

V

variety. 6:3:14
verbing. 6:4:12
visual readability. 6:1:17
voice recognition. 6:2:26
voicewriter. 6:4:21
voicewriting. 6:4:21

W

wiki. 6:3:31, 6:4:35

Note

Note de la rédaction

Pour tout problème d'ordre matériel (retard, changement d'adresse, exemplaire manquant, en trop ou défectueux) :

1. Les abonnés sont priés de s'adresser aux :

   Éditions et Services de dépôt
   Ottawa (Ontario) K1A 0S5
   Téléphone : 613 941-5995 Télécopieur : 613 954-5779
   1 800 635-7943 1 800 565-7757

2. Les autres personnes qui reçoivent des exemplaires de *L'Actualité langagière* peuvent communiquer avec la Direction de la normalisation terminologique.
   Téléphone : 819-953-7120 Télécopieur : 819-953-8443

Les manuscrits, ainsi que toute correspondance relative à la parution des textes, doivent être adressés à :

Denise Cyr
L'Actualité langagière
Normalisation terminologique
Bureau de la traduction
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Gatineau (Québec) K1A 0S5
Téléphone : 819-994-1035
Télécopieur : 819-953-8443
Courriel : denise.cyr@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Nous rappelons que cette publication est ouverte à tous. Nous acceptons les articles portant sur la traduction, la terminologie, l'interprétation, la rédaction, les industries de la langue et les difficultés de langue en français, en anglais ou en espagnol, dans la mesure où ces articles sont bien documentés et susceptibles d'intéresser nos lecteurs.

Les articles sont soumis à un comité de lecture. Les manuscrits rejetés ne sont pas retournés aux auteurs.

Les opinions exprimées dans *L'Actualité langagière* n'engagent que leurs auteurs.

© Ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada 2009

Editor-in-Chief's note

Queries regarding matters such as delays, address changes, and missing, damaged or extra copies should be directed as indicated below.

1. Subscriber queries should be sent to:

   Publishing & Depository Services
   Ottawa, Ontario K1A 0S5
   Telephone: 613 941-5995 Fax: 613-954-5779
   1 800 635-7943 1 800 565-7757

2. Other people receiving *Language Update* copies can contact the Terminology Standardization Directorate.
   Telephone: 819-953-7120 Fax: 819-953-8443

Manuscripts and all correspondence relating to the publication of articles should be addressed to:

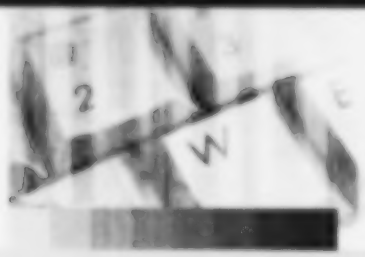
Denise Cyr
Language Update
Terminology Standardization
Translation Bureau
Public Works and Government Services Canada
Gatineau, Quebec K1A 0S5
Telephone: 819-994-1035
Fax: 819-953-8443
Email: denise.cyr@tpsgc-pwgsc.gc.ca

We would like to remind readers that this publication is open to anyone wishing to contribute. We accept articles relating to translation, terminology, interpretation, writing, the language industries and language problems in English, French or Spanish as long as the articles are well documented and of interest to our readers.

Manuscripts are reviewed by a committee. Rejected manuscripts are not returned to the authors.

The Translation Bureau is not responsible for the opinions expressed in *Language Update*.

© Minister of Public Works and Government Services Canada 2009



L'ACTUALITÉ langagière
Language UPDATE

***L'Actualité langagière*, c'est**

- un périodique papier et électronique publié par le Bureau de la traduction du Canada et destiné non seulement aux langagiers, mais aussi à tous ceux qui sont appelés à rédiger à l'occasion
- le complément par excellence des autres outils d'aide à la rédaction offerts par le Bureau de la traduction : *TERMIUM Plus*®, guides, lexiques et vocabulaires, service de consultation terminologique

Vous y trouverez

- des nouvelles de l'industrie langagière
- des renseignements pratiques sur les nouvelles terminologies dans les sphères d'activité gouvernementale
- des solutions aux problèmes de traduction et de rédaction courants
- des trucs du métier
- des chroniques sur l'évolution de l'usage
- des mini-lexiques sur des sujets d'actualité

Abonnements

Éditions et Services de dépôt
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Renseignements sur les produits et services du Bureau de la traduction

819-997-3300
Bureaudelatraduction.TranslationBureau@tpsgc-pwgsc.gc.ca
btb.gc.ca

***Language Update* is**

- a quarterly periodical available in paper and electronic formats published by the Translation Bureau of Canada for language professionals as well as occasional writers
- an excellent source that complements the other Translation Bureau writing tools: *TERMIUM Plus*®, guides, glossaries and vocabularies, and the terminology reference service

In it you will find

- news from the language industry
- practical information on new terms used in government-related fields of activity
- solutions to common translation and usage problems
- tricks of the trade
- articles on changing usage
- minglossaries in fields of current interest

Subscriptions

Publishing & Depository Services
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Information on Translation Bureau products and services

819-997-3300
Bureaudelatraduction.TranslationBureau@tpsgc-pwgsc.gc.ca
btb.gc.ca